

COURS D'ECONOMIE

TERMINALE

RAPPELS : LES INSTRUMENTS D'ANALYSE STATISTIQUE

On distingue essentiellement 4 instruments d'analyse statistique : les indices simples, le taux d'accroissement, le coefficient multiplicateur et la part.

I-LES INDICES SIMPLES

1-Définition

L'indice est un nombre qui mesure la variation relative d'une grandeur entre 2 situations différentes (dans le temps ou dans l'espace), une de ces situations étant prise comme référence ou base.

On peut aussi dire que l'indice est un rapport entre 2 valeurs d'une même grandeur permettant l'interprétation de son évolution dans le temps ou dans l'espace.

$$I_{t1/t0} = \frac{G_{t1}}{G_{t0}} * 100 \text{ alors } I = \frac{VA}{VD} * 100$$

2-Formules de calculs

Il existe 4 possibilités de choix de l'année de base ou année de référence :

- l'année de début de la période ;
- l'année de la fin de la période ;
- l'année du milieu de la période appelée année médiane ;
- année précédente.

REMARQUES

Par convention l'indice de l'année de base est toujours égal à 100.

Dans les 3 premières possibilités de choix, l'année de base est fixe et dans le calcul de l'indice, la valeur de la grandeur de cette année se trouve toujours au dénominateur.

Dans la dernière possibilité de choix l'année de base change d'année en année. On ne pourra pas calculer pour la 1^{ère} année parce qu'aucune année ne la précède.

L'indice est multiplié par 100 mais il n'est pas exprimé en pourcentage.

L'indice retrace seulement l'évolution de la grandeur mais ne permet en aucun cas d'apprécier son niveau ou son volume.

II-LES TAUX D'ACCROISSEMENT

Il existe 2 taux d'accroissements à ne pas confondre : **le taux d'accroissement global (TAG ou T)** et **le taux d'accroissement moyen (TAAM ou TAM ou T')**.

1-Le taux d'accroissement global (TAG)

Définition : Le TAG est un nombre qui retrace l'évolution d'une grandeur entre 2 dates données.

L'évolution étant généralement positive, l'expression TAG a supplanté l'expression taux de variation mais l'évolution peut aussi être négative ; dans ce cas seulement le taux est négatif.

$$\text{TAM} = (\sqrt[n]{m}-1)100, \text{ T}' = (\sqrt[n]{m}-1)100$$

N = nombre d'année de la période et **m** = coefficient multiplicateur de la période

EN MATIERE DE TAUX :

On ne peut compenser une baisse par une hausse équivalente.

On ne peut ni additionner ni soustraire les taux d'accroissement ; on peut seulement les diviser ou les multiplier mais pour cela, il faut au préalable les transformer en coefficient multiplicateur.

Le **TAAM** ou **T'** se calcule toujours à l'aide d'une calculatrice ayant une seconde fonction. Pour calculer le TAAM on procède comme suit:

- introduire le coefficient multiplicateur dans la calculatrice ;
- appuyer sur la touche seconde fonction **2nd** ou **SHIFT** ou **SNV** ;
- appuyer la touche y^x ou $\sqrt[n]{\square}$;
- introduire n qui est le nombre d'année ;
- appuyer sur la touche égale
- faire moins 1 (-1) ;
- faire égale ;
- multiplier par 100.

Tous les taux sont exprimés en pourcentage.

Quand un taux d'accroissement baisse tout en restant positif, on parle de ralentissement et non de diminution. On ne parlera de diminution que lorsque le TAG est négatif. Lorsque le TAG augmente régulièrement et vigoureusement, on parle dans ce cas d'accélération.

III-LE COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

Définition : C'est un nombre par lequel une grandeur est multipliée entre 2 dates ; **m=VA/VD**

REMARQUES

- Lorsque $m < 1$, cela signifie que la grandeur a diminué pendant la période considérée ;
- lorsque $m > 1$, cela signifie que la grandeur a augmenté pendant la période considérée ;
- lorsque $m = 1$, cela signifie que la grandeur n'a connu aucune évolution au cours de la période.

IV-LA PART

Définition : La part est un nombre qui mesure l'importance ou le poids d'une grandeur dans un ensemble donné. $P = \frac{\text{Sous Ensemble}}{\text{Ensemble}} * 100$

REMARQUES

- La part est toujours exprimée en pourcentage ;
- la somme des parts est toujours égale à 100.

V-RELATIONS MATHÉMATIQUES ENTRE CERTAINS INSTRUMENTS D'ANALYSE STATISTIQUE

$$T = I - 100 \text{ alors } T = (m - 1)100 \text{ donc } m = \frac{T}{100} + 1$$

$$T = (m - 1)100 \Rightarrow T = 100m - 100 \Rightarrow 100m = T + 100 \Rightarrow m = \frac{T + 100}{100} \Rightarrow m = \frac{T}{100} + \frac{100}{100}$$

$$m = \frac{T}{100} + 1$$

$$I = m + 100 ; I = T + 100$$

EXERCICE D'APPLICATION

Soit l'évolution globale de la population mondiale dans le tableau ci-dessous :

Années	1700	1800	1900	1950	1985	2000	2010	2015	2100
Pop. M.	680	954	1634	2516	4837	6122	6989	8206	10179

1-Transformer ce tableau en indice selon les possibilités du choix de l'année de base.

2-Calculer le TAG de 1700 à 1985, de 1985 à 2010, de 1700 à 2100.

3-Calculer le coefficient multiplicateur de 1700 à 1800, de 1800 à 1900, de 1900 à 1950, de 1950 à 1985, de 1985 à 2000, de 2000 à 2010, de 2010 à 2015, de 2015 à 2100 et de 1700 à 2100.

4-Calculer le TAM de 1700 à 2100 : à partir de coefficient multiplicateur global ; à partir du produit des coefficients multiplicateurs.

REPONSES

1-

Années	1700	1800	1900	1950	1985	2000	2010	2015	2100
Base 100(1700)	100	140,29	240,29	370	711,32	900,29	1027,79	1206,76	1496,91
Base 100(2100)	6,68	9,37	16,05	24,71	47,51	60,14	68,66	80,61	100
Base 100(1985)	14,05	19,72	33,78	52,01	100	126,56	144,49	169,65	210,44
Base 100 années précédentes	-	140,29	171,27	153,97	192,24	126,56	114,16	117,41	121,04

-Pour l'année du début :

$$I_1 = \frac{954}{680} * 100 = 140,29 \quad I_2 = \frac{1\ 634}{680} * 100 = 240,29 \quad I_3 = \frac{2\ 516}{680} * 100 = 370$$

$$I_4 = \frac{4\ 837}{680} * 100 = 711,32 \quad I_5 = \frac{6\ 122}{680} * 100 = 900,29 \quad I_6 = \frac{6\ 989}{680} * 100 = 1\ 027,79$$

$$I_7 = \frac{8\ 206}{680} * 100 = 1\ 206,76 \quad I_8 = \frac{10\ 179}{680} * 100 = 1\ 496,91$$

-Pour l'année de la fin :

$$I_1 = \frac{680}{10\ 179} * 100 = 6,68 \quad I_2 = \frac{954}{10\ 179} * 100 = 9,37 \quad I_3 = \frac{1\ 634}{10\ 179} * 100 = 16,05$$

$$I_4 = \frac{2\ 510}{10\ 179} * 100 = 24,71 \quad I_5 = \frac{4\ 837}{10\ 179} * 100 = 47,51 \quad I_6 = \frac{6\ 122}{10\ 179} * 100 = 60,14$$

$$I_7 = \frac{6\ 989}{10\ 179} * 100 = 68,66 \quad I_8 = \frac{8\ 206}{10\ 179} * 100 = 80,61 \quad I_9 = \frac{10\ 179}{10\ 179} * 100 = 100$$

-Pour l'année médiane:

$$I_1 = \frac{680}{4\ 837} * 100 = 14,05 \quad I_2 = \frac{954}{4\ 837} * 100 = 19,72 \quad I_3 = \frac{1\ 634}{4\ 837} * 100 = 33,78$$

$$I_4 = \frac{2\ 516}{4\ 837} * 100 = 52,01 \quad I_5 = \frac{4\ 837}{4\ 837} * 100 = 100 \quad I_6 = \frac{6\ 122}{4\ 837} * 100 = 126,56$$

$$I_7 = \frac{6\ 989}{4\ 837} * 100 = 144,49 \quad I_8 = \frac{8\ 202}{4\ 837} * 100 = 169,65 \quad I_9 = \frac{10\ 179}{4\ 837} * 100 = 210,44$$

-Pour l'année précédente:

$$I1 = \frac{954}{680} * 100 = 140,29 \quad I2 = \frac{1\ 634}{954} * 100 = 171,27 \quad I3 = \frac{2\ 516}{1\ 634} * 100 = 153,97$$

$$I4 = \frac{4\ 837}{2\ 516} * 100 = 192,24 \quad I5 = \frac{6\ 122}{4\ 837} * 100 = 126,56 \quad I6 = \frac{6\ 989}{6\ 122} * 100 = 114,16$$

$$I7 = \frac{8\ 206}{6\ 989} * 100 = 117,41 \quad I8 = \frac{10\ 179}{8\ 206} * 100 = 121,04$$

INTERPRETATION

370 signifie que la population mondiale a augmenté de 270% (370-100) de 1700 à 1950.

De 1700 à 1950 la population mondiale a été multipliée par 3,70.

De 2015 à 2100 la population mondiale a diminué de 19,39%.

2-Calcul du TAG :

$$\text{-De 1700 à 1950 : TAG} = \frac{VA - VD}{VD} * 100 = \frac{4\ 837 - 680}{680} * 100 = \mathbf{611,32\%}$$

$$\text{-De 1985 à 2010 : TAG} = \frac{6\ 989 - 4\ 837}{4\ 837} * 100 = \mathbf{44,49\%}$$

$$\text{-De 1700 à 2100 : TAG} = \frac{10\ 179 - 680}{680} * 100 = \mathbf{1\ 396,91\%}$$

3-Calcul du coefficient multiplicateur :

$$m1 = \frac{VA}{VD} = \frac{954}{680} = \mathbf{1,4029} \quad m2 = \frac{1\ 634}{954} = \mathbf{1,7127} \quad m3 = \frac{2\ 516}{1\ 634} = \mathbf{1,5397}$$

$$m4 = \frac{4\ 837}{2\ 516} = \mathbf{1,9224} \quad m5 = \frac{6\ 122}{4\ 837} = \mathbf{1,2656} \quad m6 = \frac{6\ 989}{6\ 122} = \mathbf{1,1416} \quad m7 = \frac{8\ 206}{6\ 989} = \mathbf{1,1741}$$

$$m8 = \frac{10\ 179}{8\ 206} = \mathbf{1,2404}$$

3-Calcul du TAAM de 1700 à 2100 :

-à partir du MG

$$TAAM = (\sqrt[n]{m} - 1) * 100 \quad m = \frac{VA}{VD} = \frac{10\ 179}{680} = \mathbf{14,9691} \quad n = 2100 - 1700 = \mathbf{400}$$

$$T' = (\sqrt[400]{14,9691} - 1) * 100 = \mathbf{0,68\%}$$

-à partir du coefficient multiplicateur global :

$$M = m_1 * m_2 * m_3 * m_4 * m_5 * m_6 * m_7 * m_8$$

$$M = 1,4029 * 1,7127 * 1,5397 * 1,9224 * 1,2656 * 1,1416 * 1,1741 * 1,2404 = \mathbf{14,9646}$$

$$TAAM = (\sqrt[400]{14,9646} - 1) * 100 = \mathbf{0,68\%}$$

$M = \frac{1}{1} \frac{700}{800} = 1,4029$ signifie qu'en 1800 la population a été multipliée par 1,4029 par rapport à 1700 ou de 1700 à 1800 la population a été multipliée par 1,4029.

TAG 1985 à 2100 = 110,44% signifie : en 2100 la population mondiale augmentera de 110,44% par rapport à 1985.

T' 1700 à 2100 = 1396,91% qu'en 1700 la population mondiale a été multipliée par 1396,91% par rapport à 2100.

T' 1700 à 2100 = 0,68% signifie que de 1700 à 2100 la population mondiale augmentera de 0,68%.

Entre 1700 et 2100 la population mondiale augmentera en moyenne et par an de 0,68%.

TECHNIQUE DE L'ANALYSE DES DOCUMENTS

Les documents qui accompagnent le sujet sont généralement de trois sortes : les textes, les tableaux statistiques et les graphiques. Chacun de ces documents doit être étudié ou analysé afin d'être utilisé dans le sujet.

L'ensemble des documents apporte des informations indispensables mais non suffisantes pour traiter le sujet. Les documents se présentent sans ordre précis. On peut donc les analyser dans l'ordre du dossier ou commencer par ceux qui semblent être les plus fondamentaux.

Pour analyser un document, il faut observer les principes suivants :

- toujours analyser le document en rapport précis avec le sujet en se demandant ce qu'il lui apporte ;

- ne laisser de côté aucun document car tous ont de l'importance ; cependant on peut distinguer les documents fondamentaux qui sont centrés directement sur le sujet, des documents complémentaires qui apportent généralement des illustrations ou des éléments partiels d'analyse ;
- faire seulement une analyse utile c'est-à-dire celle qui permet de répondre à la problématique du sujet ;
- compléter impérativement les informations obtenues des documents par des connaissances personnelles ;
- après avoir analysé tous les documents, il faut ensuite procéder au regroupement des documents dont les informations se complètent.

Le travail d'analyse des documents se fait toujours au brouillon.

L'analyse de chaque document doit respecter les principes suivants :

- préciser son numéro, son titre et sa source si possible ;
- dégager le contenu essentiel du document ;
- établir la relation entre le document et le sujet.

On peut éventuellement procéder à des calculs et utiliser ces résultats dans le contenu essentiel.

- mobiliser les connaissances personnelles pour compléter les informations issues des documents.

A-LES TEXTES

Les textes ne sont pas à apprendre. Ils apportent plutôt des informations qui nous sont utiles et qui doivent être assimilées c'est-à-dire analysées et utilisées dans le sujet.

Analyser un texte consiste à en tirer le **contenu essentiel** c'est-à-dire le résumé construit autour de son idée principale ; celle qui est en relation directe avec le sujet.

Pour analyser un texte, on procède de la manière suivante :

a-Souligner ou noter les mots clés et les transformer ensuite en une ou plusieurs phrases simples.

b-Noter plusieurs idées et faire ressortir en dernier lieu l'idée principale c'est-à-dire celle qui directement centrée sur le sujet.

c-Dans l'analyse d'un texte, il faut toujours décrire avant d'expliquer. Analyser les extrêmes c'est-à-dire les cas opposés du genre pays développés et pays en voies de développement ; catégories socioprofessionnelles riches et catégories socioprofessionnelles pauvres ; etc.

B-LES TABLEAUX STATISTIQUES

Pour analyser un tableau statistique, on commence par se poser les questions suivantes :

a-Quel est le titre du tableau ?

b-Quelle est l'unité utilisée dans le tableau ?

c-Par où commencer l'analyse des chiffres contenus dans le tableau. Lorsqu'un tableau ou tout autre document est sans titre, il faut d'abord commencer par trouver un titre au document. Ce titre une fois trouvé, facilite le résumé du document qui sera bâti autour de son idée principale. Il facilite également l'utilisation du document dans le plan.

Si le titre existe, il donne des indications sur l'analyse du document. Le titre peut être recherché soit à l'intérieur du document, soit à travers les informations marginales qui se trouvent généralement à côté ou en bas du document.

On commence l'analyse des chiffres en partant du général vers le particulier. La colonne totale (dernière colonne) ou la ligne ensemble (dernière ligne) donne la générale.

C-LES GRAPHIQUES

L'analyse d'un graphique se fait de la même manière que celle d'un tableau statistique.

Les règles de la dissertation économique

En MTE les sujets de dissertations sont toujours accompagnés des documents.

Pour traiter un sujet de dissertation, plusieurs plans existent de façon générale. Pour la dissertation économique, on utilise surtout le plan de type dialectique. Ce plan comporte deux parties qui s'opposent mais surtout qui se complètent pour couvrir le sujet dans sa totalité.

Un sujet comporte nécessairement trois parties : l'**introduction**, le **développement** et la **conclusion**.

I-PLAN D'ELABORATION

C'est la partie préliminaire qui se fait toujours sur le brouillon. Elle requiert la démarche suivante :

1-Procéder à la lecture attentive et intelligente du sujet.

2-A l'issue de cette lecture, dégager provisoirement les deux parties du sujet et donner à chacune d'elle un titre.

3-Prendre connaissance des documents qui accompagnent le sujet en s'imprégnant brièvement de leur contenu.

4-Analyser chaque document de la manière suivante :

-donner un numéro et un titre au document s'il n'en possède pas ;

-tirer le contenu essentiel du document c'est-à-dire résumer le document ;

-établir le rapport entre le document et le sujet ;

-compléter le contenu essentiel par des connaissances personnelles.

5-Regrouper les documents en fonction de leur rapport avec le sujet.

6-Etablir le plan détaillé en éclatant les deux parties en sous parties et en paragraphes.

7-Rédiger l'introduction et la conclusion.

8-Rédiger le développement en suivant le plan détaillé.

II-LA PHASE DE REDACTION AU PROPRE

La copie proprement dite qui sera rendu pour être corrigé ne comporte que trois éléments à savoir l'**introduction**, le **développement** et la **conclusion**.

Le développement doit être rédigé conformément au plan détaillé. Les idées doivent être développées convenablement et harmonieusement. L'écriture doit être soignée afin d'être lisible ; il en est de même pour l'orthographe.

III-LE CONTENU DE L'INTRODUCTION

-**1^{ère} phrase** : Il s'agit pour l'élève de trouver une phrase choc ou de formuler une phrase introductive.

-**2^{ème} phrase** : Elle situe l'intérêt du sujet.

-**3^{ème} phrase** : Elle fait ressortir la place du thème à traiter soit dans l'actualité, soit dans l'analyse économique, soit dans l'histoire.

-**4^{ème} phrase** : Elle doit cerner le sujet avec précision afin d'en fixer les limites géographiques.

-**5^{ème} phrase** : Définir les mots clés du sujet.

-**6^{ème} phrase** : Annoncer la problématique.

-**7^{ème} phrase** : Annoncer le plan à partir de la problématique choisie.

IV-LE CONTENU DE LA CONCLUSION

-**1^{ère} phrase** : Elle répond clairement à la problématique posée dans l'introduction.

-**2^{ème} phrase** : Elle ouvre les débats en élargissant le thème à traiter à d'autres pays ou groupes de pays ; en faisant des projections, des extrapolations et des comparaisons avec d'autres pays ou régions ; si le sujet ne porte que sur un seul pays ou sur une seule région.

EXERCICES D'APPLICATION

Exercice 1

Soit le tableau suivant qui donne l'évolution du nombre de ménages dans pays :

Années	1999	2001	2002	2003	2004	2005
Ménages	74,6	85,4	100	107,1	113,3	114,5

1-Quelle est l'année de référence et l'unité de ce tableau ?

2-Combien de ménages y a-t-il en 1999 et en 2005 sachant qu'il y avait 12195500 en année de référence ?

3-Calculer le taux d'accroissement du nombre des ménages dans ce pays sur la période 2002-2005.

4-Transformer ce tableau en tableau d'indice de base 100 années précédentes.

Exercice 2

Soit le tableau de la population d'un pays (en millions)

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Effectifs	19,4	20,1	22,0	24,7	26,3	28,6	30,5	33,2	34,8

1-Calculer le TAG de 1994 à 1998 et de 1998 à 2002.

2-Calculer le TAAM de deux manières. Interpréter les résultats.

Exercice 3

L'indice de la production manufacturière de 1920-1938 (base 100 :1913) dans certains pays industrialisés.

Années	USA	France	Royaume Uni	RFA
1920	120	70	80	55
1925	150	115	79	90
1930	150	140	81	102
1935	145	110	110	120
1938	150	115	117	153

1-Interpréter les chiffres entourés.

2-Transformer les données de la RFA à partir de 1920 en indice de base 100 années précédentes.

3-Comment évolue la production manufacturière dans les différents pays ? Peut-on dire que la production manufacturière aux USA est plus grande que celle des autres pays ? Pourquoi ?

4-Calculer le taux d'accroissement de la production manufacturière du Royaume uni sur la période. Calculer le TAAM de deux manières et interpréter le résultat.

5-Transformer la production des USA en coefficient multiplicateur.

Exercice 4

Soit l'évolution de l'emploi total dans les pays industrialisés.

% Taux annuel moyen de variation				
	1968-1974	1974-1980	1980-1984	1984-1988
USA	2,3	2,3	1,4	2,3
Japon	0,8	0,9	1,0	1,1
France	1,1	0,8	-0,4	0,2
RFA	0,4	0,2	-0,9	0,8
Italie	0,1	0,8	0,1	0,6
Royaume Uni	0,2	0,1	1,1	1,6

1-Donner la signification des chiffres entourés.

2-Calculer le taux de variation globale de l'emploi en France sur la période.

3-Calculer le taux de variation moyen de l'emploi total de la RFA sur la période.

Exercice 5

Soit l'évolution de la population d'un pays (en millions d'habitants).

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Effectifs	19,4	20,1	21	24,7	26,3	28,6	30,5	33,2	36,8

1-Calculer T et T' de 1994 à 1998 et de 1998 à 2002 ; de 1994 à 2002 de trois manières pour les T et de deux manières pour les T'.

Exercice 6

% par an	1979-1987	1988-1990	1991-1993	1994-1995
Emplois	0	1,1	-0,6	0,1

Calculer le T et T' de l'emploi sur toute la période.

Exercice 7 : Soit l'évolution des immigrations d'un pays

Années	1980	1990	2000
Indices des immigrés	120	105	110
Indices des émigrés	100	104	115

1-Peut-on dire qu'en 2000 il y avait plus d'immigrés que d'émigrés ? Pourquoi ?

2-Les immigrés ont-ils augmenté de combien de 1980 à 1990 et de 1990 à 2000 ?

3-Calculer les émigrés en 1990 et 2000 s'ils étaient 320 000 en 1980.

CORRECTIONS

Exercice 1

1-L'année de référence est 2002 et l'unité est l'indice.

2-Le nombre de ménage en 1999 :

$$100 \Rightarrow 12\,195\,500 / x = \frac{12\,195\,500 * 74,6}{100} = \mathbf{9\,097\,843}$$

$$74,6 \Rightarrow x \quad /$$

$$\text{-2}^{\text{ème}} \text{ manière : } m = \frac{74,6}{100} = 0,746 ; \text{ménages en 1999} = \frac{12\,195\,500 * 0,746}{100} = \mathbf{9\,097\,843}$$

- ménages en 2005 :

$$100 \Rightarrow 12\,195\,500 / x = \frac{12\,195\,500 * 114,5}{100} = \mathbf{13\,963\,847,5}$$

$$114,5 \Rightarrow x \quad /$$

3-Calcul des taux d'accroissement :

$$T = \frac{VA - VD}{VD} * 100 = \frac{114,5 - 100}{100} * 100 = \mathbf{14,5\%}$$

$$T' = (\sqrt[n]{M} - 1) * 100$$

$$N = 2005 - 2002 = 3 ; T' = (\sqrt[3]{1,145} - 1) * 100 = \mathbf{4,62\%}$$

4-Transformation des années en indices base 100 de l'année précédente :

$$I_{01/99} = \frac{85,4}{74,6} * 100 = \mathbf{114,48} ; I_{02/01} = \frac{100}{85,4} * 100 = \mathbf{117,10} ; I_{03/02} = \frac{107,1}{100} * 100 = \mathbf{107,1}$$

$$I_{04/03} = \frac{113,3}{107,1} * 100 = \mathbf{105,79} ; I_{05/04} = \frac{114,5}{113,3} * 100 = \mathbf{101,06}$$

Exercice 2

Calcul du TAG de 1994 à 1998 et de 1998 à 2002 :

$$\text{-de 1994 à 1998 : } T = \frac{VA - VD}{VD} * 100 ; T = \frac{26,3 - 19,4}{19,4} * 100 = \mathbf{35,57\%}$$

$$\text{-de 1998 à 2002 : } T = \frac{36,8 - 26,3}{26,3} * 100 = \mathbf{39,92\%}$$

Calcul du TAAM de deux manières :

-1^{ère} manière : Par le produit des coefficients multiplicateurs : $TAAM = (\sqrt[n]{M} - 1) * 100$

$$m1 = \frac{20,1}{19,4} = 1,0361 ; m2 = \frac{22}{20,1} = 1,0945 ; m3 = \frac{24,7}{22} = 1,1227 ; m4 = \frac{26,3}{24,7} = 1,0648$$

$$m5 = \frac{28,6}{26,3} = 1,0875 ; m6 = \frac{30,5}{28,6} = 1,0664 ; m7 = \frac{33,2}{30,5} = 1,0885 ; m8 = \frac{34,8}{33,2} = 1,0482$$

$$m = m1 * m2 * m3 * m4 * m5 * m6 * m7 * m8 = \mathbf{1,8968}$$

$$n = 2002 - 1994 = \mathbf{8} ; T' = (\sqrt[8]{1,8968} - 1) * 100 = \mathbf{8,33\%}$$

-2^{ème} manière :

$$TAAM = (\sqrt[n]{m} - 1) * 100 ; TAAM = (\sqrt[8]{1,6989} - 1) * 100 = \mathbf{8,33\%}$$

8,33% signifie que de 1994 à 2002 la population du pays a augmenté de 8,33% en moyenne par an.

Exercice 4

1-La signification des chiffres entourés :

Les chiffres entourés montrent l'augmentation ou la diminution de l'emploi des différents pays du tableau en moyenne par an.

2-Le TAG en France sur la période :

$$T' = (m - 1) * 100 \Rightarrow m = \frac{T + 1}{100} \quad n + 1$$

$$m1 = \left(\frac{1,1}{100} + 1 \right)^7 = \mathbf{1,0796}$$

1^{ère} PARTIE : LES TRANSFORMATIONS DEMOGRAPHIQUES

CHAPITRE I : TRANSFORMATIONS DEMOGRAPHIQUES : EVOLUTION ET MECANISME

I-EVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE

a-Evolution globale

Années	1700	1800	1900	1950	1985	2000	2010	2015	2100
Pop.Mondiale en millions habitants	680	954	1634	2516	4837	6122	6989	8206	10179

De 1700 à 2010 la population mondiale a décuplé (*10).

Elle dépassera **les 10 000 000 000 d'habitants en 2100**. Cette évolution de la population mondiale n'a toujours pas été uniforme. Ainsi de 1700 à 1800, elle a été multipliée par **1,4** ou **40%** ; de 1800 à 1900, elle a été multipliée par **1,75** ; de 1900 à 2000, elle a été multipliée par **3,75** et de 2000 à 2100, elle sera multipliée par **1,66**.

Ainsi la population mondiale a connu un accroissement entre 1700 et 1900, une accélération entre 1900 et 2000 et de 2000 à 2100, la population mondiale va connaître un ralentissement.

Il a fallu deux siècles pour que la population mondiale double pour la première fois entre 1700 et 1900. Mais 35 ans seulement ont suffi pour qu'elle connaisse à nouveau un doublement de 1950 à 1985.

Depuis les années 1990, on assiste à un ralentissement de la population mondiale avec un TAAM de l'ordre de **1,5%**.

b-Evolution par région

De tout temps la majorité de la population mondiale a résidé en Asie ; mais d'année en année, son poids démographique baisse.

En effet, en 1980 l'Asie représentait **66,4%** de l'humanité, en 2000, elle représentait **58,5%** et en 2025 elle ne représentera que **55,7%** de l'humanité.

Dans les années 2100 le poids démographique de l'Asie tournera autour de **50%**. Les pays développés comme l'Europe et l'Amérique du nord connaissent également une diminution de leur poids démographique dans la population mondiale.

En effet en 1950, **6,6%** de la population mondiale résidait en Amérique du nord ; en 2025 l'Amérique du nord ne représenterait que **4,2%** de la population mondiale et **3,7%** en 2100.

En 1900, l'Europe représentait **25,8%** de la population mondiale, **22,9%** en 1950, **10,9%** en 2025 et seulement **8,7%** en 2100.

S'agissant de l'Afrique, elle connaît actuellement la plus forte croissance démographique et la population qui représentait **8,7%** de la population mondiale en 1950, **14,2%** en 2000, **19,7%** en 2025 et elle représentera **25%** de l'humanité en 2100.

II-LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE

a-Schéma de la transition démographique

à insérer

1-Définition

La transition démographique est un processus au cours duquel une société passe d'un régime démographique équilibré de fort taux de natalité et de mortalité élevé (**40% à 45%**) à un régime démographique moderne de faible taux de natalité et mortalité.

2-Caractéristique de la transition démographique

Au cours de son évolution, toute société passe par 3 phases ou régimes démographiques : un régime démographique ancien ou traditionnel, une transition démographique et un régime démographique nouveau ou moderne.

-Régime démographique ancien ou traditionnel : Il est caractérisé par des taux de natalité et de mortalité très élevés assortis d'un accroissement démographique faible ;

-Transition démographique : Elle se décompose en deux phases :

*** 1^{ère} phase :** Elle se caractérise par la baisse de la mortalité alors que la natalité se maintient à son niveau élevé.

***2^{ème} phase :** Elle se caractérise par la poursuite de la baisse de la mortalité accompagnée d'une baisse de la natalité dont le niveau demeure toujours élevé. Pendant ces deux phases de la période transitoire, on assiste à une augmentation considérable de la population.

Cette forte croissance démographique est qualifiée d'explosion démographique ou d'inflation démographique et se produit surtout au cours de la 1^{ère} phase.

***Régime démographique moderne :** Il est caractérisé par une natalité et une mortalité faibles qui se sont stabilisés à leur niveau minimum marquant ainsi la fin de la transition démographique.

De nos jours tous les pays développés ont achevé leurs transitions démographiques ou sont en fin de transition démographique. Quant aux pays en développement, la majorité d'entre eux sont en pleine phase transitoire. Une minorité seulement à l'instar des pays développés a achevé sa transition démographique.

b-La baisse de la mortalité

A l'origine de la baisse de la mortalité se trouve un certain nombre de facteurs :

-Les progrès économiques : La révolution agricole et industrielle a permis de produire suffisamment de biens de consommation rendant ainsi accessible une bonne alimentation à la population.

Grâce à ces progrès économiques, la famine et la malnutrition ont considérablement reculé.

L'accès à une alimentation riche et variée est à l'origine des 1^{ères} baisses significatives de la mortalité ;

-les progrès médicaux : La mise au point des médicaments et des vaccins a permis de faire reculer de grandes maladies **endémique** et **épidémique** qui causaient des ravages dans la population. Ces maladies ont été vaincues ou du moins maîtrisées dans la plupart des cas.

Il est à noter que les progrès médicaux sont postérieurs aux 1^{ères} baisses significatives de la mortalité.

c-La baisse de la fécondité

Avec l'évolution, la fécondité finit par s'ajuster à la mortalité. Ainsi partout au monde, on a assisté à la baisse de la fécondité. A l'origine de cette baisse se trouve un certain nombre de facteur :

-La baisse de la mortalité infantile

Le niveau élevé de la mortalité infantile obligeait les couples à avoir beaucoup d'enfants dans l'espoir de garder quelques uns. Grâce à la baisse de cette mortalité infantile, les couples sont désormais certains de se contenter d'un nombre donné d'enfant et avoir la possibilité de les élever.

Ils n'ont pas besoin de faire des naissances de remplacement.

La baisse de la mortalité infantile est considérée comme le 1^{er} facteur explicatif de la baisse de la fécondité ;

-l'augmentation du niveau de vie

L'accession à un niveau de vie élevé bouleverse complètement la perception qu'on avait de l'enfant ; celui-ci étant perçu comme devant être productif.

Avec l'amélioration du niveau de vie, l'enfant est d'abord conçu comme étant une charge à cause du coût lié à son éducation et à sa formation. Ainsi pour atteindre ou conserver un niveau de vie élevé, il est nécessaire pour un couple de limiter le nombre d'enfants ;

-la multiplication des biens durables

La révolution industrielle, l'urbanisation, la nécessité d'une plus grande production agricole sont à l'origine de la création d'un nombre considérable de biens existant sur le marché.

L'acquisition de ces biens exige les moyens dont la mise en place passe nécessairement par l'épargne. Cela suppose une restriction de la consommation qui est impossible avec un nombre élevé d'enfants. Ainsi le désir de posséder ces biens oblige les couples à avoir moins d'enfants.

-la mise en place des stratégies d'ascension sociale

Le souhait de tout parent est de voir ses enfants occupés un rang social élevé ; pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'investir dans l'éducation et la formation des enfants.

Cet objectif est d'autant plus facile à réaliser que le nombre d'enfants à entretenir est réduit à un effectif raisonnable.

Ainsi pour hisser ses enfants au sommet de la pyramide sociale, il est indispensable pour un couple de renoncer à faire beaucoup d'enfants ;

-la diffusion des moyens contraceptifs

En rendant les rapports sexuels inféconds, les moyens contraceptifs ont contribué à faire baisser la fécondité tant au niveau des couples qu'au niveau des jeunes notamment intellectuels en réduisant considérablement les naissances indésirées.

La disponibilité des moyens de contraception a permis également aux Etats de concevoir et de mettre en œuvre une politique de planning familial dans le souci de préserver la santé de la mère et de l'enfant ;

-l'émancipation de la femme

L'instruction et la lutte des femmes pour la reconnaissance de leur droit ont permis aux femmes de se libérer de certaines pesanteurs sociales qui leur confiait uniquement le rôle de gardienne du foyer.

Désormais les femmes ont accès au marché du travail et elles peuvent exercer les mêmes responsabilités que les hommes au niveau du travail et au niveau de la société.

Cependant l'emploi et les nouvelles responsabilités acquises par les femmes comportent un certain nombre de contraintes qui les rendent incompatibles avec une progéniture nombreuse.

Ainsi l'émancipation de la femme a contribué aux phénomènes de la baisse de la fécondité.

La combinaison de ces différents facteurs a conduit à une baisse de la fécondité partout dans le monde.

Ainsi de **1950 à 1985**, le nombre d'enfants par femme est passé de **6,2 à 4,1** dans les pays en développement et de **2,8 à 2** dans les pays développés.

L'écart entre les pays développés et les pays en développement s'est réduit de **3,4 enfants à 2,1 enfants** au cours de la même période.

L'Afrique intertropicale est la seule région qui a enregistré une augmentation de la fécondité de 1950 à 1985.

L'explication d'une telle situation réside dans la persistance de la pauvreté et de l'ignorance dans cette partie du monde.

De nos jours le niveau de la fécondité demeure toujours élevé en Afrique intertropicale.

La baisse de la fécondité reste conditionnée à l'amélioration des conditions matérielles d'existences de la population.

III-QUELQUES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES

Pour apprécier l'évolution démographique d'un pays et faire des comparaisons entre pays en matière de population, on utilise un certain nombre d'indicateurs démographiques.

1-Le taux brut de natalité

C'est le nombre de naissance pour 1000 habitants :
$$TBN = \frac{Naissances}{Population \text{ Moyenne}} * 1000$$

Le taux brut de natalité comporte un certain nombre d'insuffisance : il est affecté par la structure par âge et par sexe de la population et il ne tient pas compte des enfants mort-nés de même que les naissances non enregistrées.

Pour une analyse plus précise de la natalité, il est nécessaire de rapporter les naissances à la seule population féminine en âge de procréer.

2-Le taux de fécondité générale

C'est le nombre de naissance pour 1000 femmes en âge de procréer :

$$\text{TFG} = \frac{\text{Naissances}}{\text{Femmes âgées de 15 à 45 ans}} * 100$$

Ce taux reste toujours affecté par la structure par âge de la population féminine car la fécondité diffère selon les âges. Pour supprimer cet effet de structure, il faut calculer les taux de fécondité par âge.

3-L'indice synthétique et économique

Pour surmonter les difficultés liées à la structure par âge de la population, on calcule les taux de fécondité par âge et on additionne les taux ainsi obtenus.

Ce calcul permet d'accorder la même pondération aux différents âges quelque soit leurs effectifs, éliminant ainsi l'effet de structure. La somme des taux de fécondité ainsi calculé est appelé : **somme des naissances réduites** ou **indicateur conjoncturel de fécondité** ou encore **indice synthétique de fécondité**.

-Définition

L'indice synthétique de fécondité est le nombre d'enfant d'une femme fictive (ou d'une génération fictive de 1000 femmes) qui se comporterait tout au long de sa vie féconde comme les femmes observées l'année considérée c'est-à-dire qu'elle aura la même fécondité que ces femmes à chaque âge.

-Exemple

En 2005 on dispose des informations suivantes :

$$* 100 \text{ femmes de 15 ans ont donné naissances à 2 enfants : } \text{TF} = \frac{2}{100} = 0,02$$

$$* 100 \text{ femmes de 16 ans ont mis au monde 4 enfants : } \text{TF} = \frac{4}{100} = 0,04$$

$$* 100 \text{ femmes de 17 ans ont donné naissance à 5 enfants : } \text{TF} = \frac{5}{100} = 0,05$$

$$* 100 \text{ femmes de 18 ans ont donné naissance à 6 enfants : } \text{TF} = \frac{6}{100} = 0,06$$

L'indice synthétique de fécondité est **0,02+0,04+0,05+0,06 = 0,17**.

0,17 signifie qu'en 2005 une femme âgée de 18 ans donne naissance à 0,17 enfants.

Une autre manière d'apprécier l'évolution démographique d'un pays consiste à calculer la descendance finale.

La descendance finale est le nombre moyen d'enfants qu'une (ou une génération de 1000 femmes) a effectivement mis au monde au cours de sa vie féconde.

4-Le taux brut de reproduction

On peut également apprécier le comportement procréateur d'une population en faisant les mêmes calculs qu'on effectue pour calculer l'indice synthétique de fécondité mais en ne s'intéressant cette fois-ci qu'aux seules naissances de filles.

On obtient alors le taux brut de reproduction qui est le nombre brut de filles par femmes en âge de procréer :
$$\text{TBR} = \frac{\text{Nombre de filles}}{\text{Femmes de 15 à 49 ans}} * 1000$$

Il permet d'étudier le remplacement des générations dans la mesure où il met en rapport le nombre de filles dans la génération des enfants et celui des mères dans la génération des parents.

Pour le calculer, on peut aussi multiplier l'indice synthétique de fécondité par **48,8%**.

48,8% étant la part des filles dans les naissances pour chaque génération.

On peut également calculer le taux net de reproduction (**TNR**) en tenant compte du taux de mortalité des filles avant l'âge de la puberté.

Le taux est de **2%** de naissances de filles dans les pays développés et **20%** dans les pays en développement.

Ainsi le renouvellement ou le remplacement des générations est assuré à **2,1** enfants par femme dans les pays développés et à **2,6** enfants par femmes dans les pays en développement.

Les résultats démographiques d'un pays sont toujours liés à la taille et à la structure par âge et par sexe de sa population. La démographie est généralement dynamique mais certaines évolutions ne portent les fruits que plusieurs années après.

Exemple

Si en 1992 on a eu beaucoup de naissances, il y aura beaucoup d'actifs jusqu'en 2012, beaucoup d'enfants jusqu'en 2017 et beaucoup de retraités en 2060.

C'est pourquoi, on considère qu'en démographie les évolutions sont lentes et difficiles à corriger et on a l'impression que la population continue sur sa lancée.

CHAPITRE II : LE VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DANS LES PAYS DEVELOPPES

I-EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DEPUIS 1945

a-Natalité et mortalité

De 1945 à nos jours, la natalité dans les pays développés peut être appréciée en deux temps : de **1945 à 1965** et de **1965 à nos jours**.

-de **1945 à 1965**, on a enregistré une forte reprise de la natalité d'une ampleur jamais égalée.

Cette période a été celle du **baby boom**. Pendant cette période, le nombre d'enfants par femme a atteint son niveau le plus élevé qui est de **2,92** entre 1945 et 1950 ; alors qu'il n'était que de **2** avant 1945.

De 1950 à 1965, le nombre d'enfants par femme s'est stabilisé autour de **2,6 à 2,7**.

A partir de 1965 tous les pays développés vont enregistrer une baisse importante de leur fécondité. Le **baby boom** a fourni la main d'œuvre abondante des années 1970 et 1980.

Dans les pays développés la natalité ne cesse de baisser et le renouvellement des générations n'est plus assuré car dans tous ces pays la fécondité est inférieure à **2,1**.

De nos jours tous les pays développés sont en fin de transition démographique. Les politiques démographiques mises en œuvre, caractérisées par une incitation des femmes et des couples par d'importantes mesures financières, sociales n'ont pas encore permis de hisser la fécondité en un niveau souhaité.

Cependant ces dernières années, ces politiques natalistes ont commencé à porter fruit dans certains pays comme la France qui enregistre depuis un certain nombre d'année une certaine augmentation des naissances. Les succès en matière de politiques natalistes restent encore limités et il est prématuré de dire que le retour est amorcé dans les pays développés.

Quant à la mortalité, depuis 1945, elle a enregistré une baisse importante pour se stabiliser présentement à un minimum de l'ordre de **7‰**.

Toutes les tranches d'âge ont été concernées par cette baisse.

II-LE VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE

a-Définition

C'est l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population totale d'un pays.

Il est très difficile de fixer une frontière entre les personnes âgées et les personnes adultes. En réalité cette frontière est arbitraire car il reste basé essentiellement sur la cessation de l'activité professionnelle c'est-à-dire le départ à la retraite.

b-La structure par âge

Dans les pays développés, le poids des personnes âgées ne cesse de croître. Les personnes âgées sont celles dont l'âge est supérieur ou égal à **60 ou 65 ans**.

Au cours du **XXI^e** siècle le troisième âge (personnes âgées) représentera les **20%** voire les **25%** de la population totale des pays développés.

Cependant le vieillissement démographique n'est pas un phénomène uniforme dans ces pays et certains sont plus touchés que d'autres. D'ici 2040 la Suisse et l'Allemagne seront les plus touchés et la part des personnes âgées atteindra les **30%** dans ces deux pays. Au même moment la moyenne des pays développés sera de **22%** alors qu'elle n'était que de **14%** en l'an 2000.

Dans le cas Français, dans l'hypothèse d'une stabilisation de la fécondité à son niveau actuel (**1,8**) ou d'une baisse de la fécondité à **1,5**, la population Française vieillirait d'ici 2040 si l'immigration est maintenu à son strict minimum (**0 immigration**).

Dans le cas où cette fécondité augmente à **2,1** ; la proportion des personnes âgées continuera à croître jusqu'en 2040.

Dans l'ensemble des pays développés aucun accroissement envisageable de la fécondité n'est à mesure de freiner le processus de leur vieillissement démographique à court et moyen terme.

III-LES FACTEURS DU VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE

Deux facteurs sont à l'origine du vieillissement démographique : la baisse de la fécondité et la baisse de la mortalité.

a-Le vieillissement par le bas

Les pays développés sont en fin de transition démographique.

En matière de fécondité, cela se traduit par le maintien d'une faible fécondité qui ne permet même plus le renouvellement des générations. La faiblesse du nombre des naissances se traduit par un rétrécissement de la base de la pyramide de ces pays ; on parle alors de vieillissement par le bas.

b-Le vieillissement par le haut

La fin de la transition démographique dans les pays développés est aussi caractérisée par la faible mortalité. Depuis les années 1970, la mortalité a baissé pour se stabiliser à un minimum qui est souvent inférieur à **10%**.

La baisse de la mortalité n'engendre le vieillissement de la population que lorsqu'elle concerne le 3^{ème} âge (personnes âgées).

Il se trouve que tous les âges ont été concernés prolongeant ainsi la vie des individus.

La baisse de la mortalité au niveau du 3^{ème} âge s'est traduite par un élargissement du sommet de la pyramide des pays développés ; on parle alors du vieillissement par le haut.

IV-CONSEQUENCES DU VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE

a-Sur le plan politique

Le vieillissement démographique pouvait se solder à un bouleversement politique à l'échelle mondiale. En effet étant devenu un phénomène irréversible dans les pays développés à long terme, il pourrait entraîner une diminution de la population de ces pays. Cela risque de provoquer une remise en cause de leur suprématie politique et économique au cours du **XXIe**.

Autre exemple : Les jeunes Kenyans de 15 ans représentent **51%** de la population du Kenya alors qu'en Allemagne, les jeunes allemands ne représentent que **15%**.

b-Sur le plan socio économique

-Un bouleversement du système de protection sociale

La baisse de la fécondité peut avoir des effets positifs à différent niveau.

Au niveau de l'Etat, les dépenses de ses unités sociales baissent parce qu'il y a moins d'allocation familiale à payer. L'Etat a ainsi la possibilité d'économiser afin de faire face aux investissements.

Au niveau des ménages, il y a la possibilité d'augmenter le niveau de vie car les revenus qui auraient dû être utilisés pour les dépenses d'éducation et de formation des enfants peuvent être affectés à la consommation et à l'épargne.

Apparemment tout le monde trouve son compte dans la faible fécondité qui est associée, dans beaucoup de cas, à la libération de l'individu et surtout à l'émancipation de la femme.

Cependant à long terme deux problèmes se posent :

b1-Le financement des retraites

Il existe 2 systèmes principaux de financement des retraites :

-Le système de répartition

C'est le système le plus répandu dans les pays développés. Dans ce système l'argent versé aux retraités est payé par les travailleurs en activité.

Le système de répartition présente un certain nombre d'inconvénients :

***Il est injuste** : La loi peut garantir l'égalité au niveau des cotisations sociales mais il se trouve que la mortalité frappe de manière différente les individus.

Ainsi cette inégalité devant fait que certains bénéficient plus longtemps du versement de la pension que d'autres.

***Il n'est plus adapté :** La proportion des personnes âgées étant de plus en plus importante dans les pays développés, le rapport actif sur inactif se dégrade dangereusement. On a ainsi de plus en plus de retraités inactifs et de moins en moins de cotisants actifs.

Exemple

- En 1950 aux USA, il y avait **5 actifs** pour **1 retraité** et en 1985 **4 actifs** pour **1 retraité** ;
- En 1985 au Japon, il y avait **6 actifs** pour **1 retraité** et en 2000 **4 actifs** pour **1 retraité** ;
- En 1975 en France, il y avait **4,5 actifs** pour **1 retraité** et en 2000 **2 actifs** pour **1 retraité**.

Outre du fait que le rapport actif-inactif se dégrade, il y a la nécessité de réévaluer les pensions pour les ajuster au coût de la vie. Aussi les pensions sont payées de plus en plus longtemps à cause de l'augmentation de l'espérance de vie.

Des solutions envisageables et douloureuses sont le fait d'augmenter l'âge de départ à la retraite et d'augmenter la durée des cotisations.

On peut augmenter le montant des cotisations pour dissimuler le montant de la pension. On peut également promouvoir le système de capitalisation ou trouver un système mixte qui combine les avantages de la répartition et de la capitalisation.

-Le système de capitalisation

Dans ce système chaque individu finance sa propre retraite en plaçant une partie de ses revenus auprès d'organismes spécialisés dans la sécurité sociale.

Seule le Japon et la Suisse ont mis en œuvre ce système de capitalisation. L'inconvénient du système de capitalisation est que seulement les personnes disposant de revenus importants peuvent en épargner une partie et se constituer une pension pour leur 3^{ème} âge. Les personnes disposant de peu de revenus qui suffisent à peine pour leur consommation sont ainsi exclues de la sécurité sociale.

Pour faire face aux inconvénients des deux systèmes, les pays développés se dirigent de plus en plus vers la conception et la mise en œuvre d'un système mixte combinant des avantages de la répartition et de la capitalisation.

b2-Les dépenses de santé

L'augmentation de la durée moyenne de vie s'accompagne toujours d'une multiplication des handicaps et des incapacités en matière de santé. La qualité des années supplémentaires à vivre diminue d'année en année. Cela implique une augmentation des dépenses d'entretien des personnes âgées. En matière de santé, les personnes âgées coûtent plus chères que les jeunes dans la société.

Les dépenses de santé des personnes âgées sont aussi multipliées par 2,5 par rapport aux jeunes de moins de 18 ans.

Ces personnes nécessitent plus de soins médicaux et doivent se faire hospitalisées le plus souvent. Ainsi en l'an 2000, 5% de la population française et suédoise étaient dépendantes c'est-à-dire totalement clouées au lit, partiellement dépendantes pour tous les actes élémentaires de la vie quotidienne. Ces personnes ont besoin d'une assistance permanente. Il est fort probable que dans ces pays les revenus consacrés aujourd'hui à l'épanouissement de la jeunesse sont redistribués au moins en partie au 3^{ème} âge. Ce qui risque de susciter un conflit entre deux générations à la charge des actifs avec l'éclatement de la famille nucléaire et le développement de la famille monoparentale ; les personnes âgées se trouvant de plus en plus isolées.

b3-Une nouvelle société

Une société vieillie peut être moins inventive et moins dynamique. Elle a une tendance conservatrice c'est-à-dire que les personnes âgées restent généralement attachées aux valeurs du passé sur le plan économique.

Une véritable restructuration s'impose ; en effet les marchés qui sont centrés sur l'enfant et d'une manière générale sur la jeunesse (**aliments pour enfants, jouets, vêtements, cinéma, etc.**) sont abandonnés au profit des marchés centrés sur les personnes âgées (**vacances organisées, tourisme, etc.**).

Ce naufrage annoncé semble être une exagération. En effet dans les pays développés pour le 3^{ème} âge bouge. Les personnes âgées continuent à participer à la vie économique et sociale dans ces pays et restent toujours utiles pour la société. Certains continuent à travailler après leur départ officiel à la retraite, faisant ainsi bénéficier les entreprises et les jeunes de leur expérience. Elles contribuent ainsi à développer l'économie souterraine et le travail au noir. Ces personnes âgées ont aussi créé des associations, des fondations pour contribuer au développement des activités sociales, religieuses, humanitaires, scientifiques, etc.

Le 3^{ème} âge contribue donc à mettre au service de la société son capital intellectuel et financier accumulé au cours de longues années. Elles contribuent ainsi au développement du secteur associatif dans ces pays.

CHAPITRE III : CROISSANCE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I-CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE : Un obstacle pour le développement

1-La thèse Malthusienne

Thomas Robert Malthus est un pasteur Anglais et un économiste classique qui a publié deux principaux ouvrages « **essai sur le principe de population** » en 1798 et un principe d'économie politique en 1820.

Il a été un témoin très sensible de la souffrance et de la misère humaine. Selon Malthus, il y a toujours un décalage entre de la population et celle des moyens de subsistance.

D'après Malthus, si la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle augmentera de façon géométrique c'est-à-dire qu'elle doublera tous les 25 ans.

Quant aux moyens de subsistance, leur croissance en aucun cas ne peut être aussi rapide. Dans les circonstances les plus favorables, les moyens de subsistances peuvent augmenter de façon arithmétique.

Il y a donc un décalage entre la population et les moyens de subsistances ; ceci est toujours une source de misère et de pauvreté.

En effet le défaut de place et de nourriture condamnent ceux qui naissent au delà des limites assignées à l'espèce humaine c'est-à-dire les pauvres, condamnés à disparaître.

Malthus pense que l'Etat ne doit intervenir pour aider les pauvres, il préconise plutôt comme solution à la détresse humaine la contrainte morale.

Cette solution implique que les personnes ne doivent opter pour le mariage que lorsqu'elles ont la capacité d'entretenir une famille d'une part et d'autre part même mariées, elles ne doivent avoir que le nombre d'enfants qu'elles peuvent entretenir et s'abstenir totalement avant et après le mariage lorsque ses ambitions ne sont pas réunies.

Pour Malthus, tout homme qui base sa morale sur le principe de l'utilité doit se soumettre à la contrainte morale.

2-Les arguments des antis natalistes

Pour les antis natalistes, la forte fécondité qui est synonymes de forte croissance démographique est un obstacle pour le développement. Ils évoquent les arguments suivants :

-La surpopulation conduit à l'épuisement des ressources naturelles ; exemple : Le bois, le poisson, la faune, etc.

-La forte pression démographique nécessite des investissements sociaux importants (éducation, santé, logement) qui concurrencent les investissements productifs (création d'infrastructures, création d'entreprise, etc.) qui sont la principale source de richesse et d'emplois pour un pays ;

-la forte croissance démographique exige des investissements productifs importants pour les seuls besoins de maintien du niveau de vie. Le financement de ces investissements n'étant pas le plus souvent disponible, le pays est obligé de recourir aux emprunts extérieurs d'où l'endettement de la majorité des pays en développement, l'épargne étant insuffisante ou inexistante ;

-la surpopulation comporte toujours un risque de chômage et peut conduire une frange importante de la population (les jeunes et les adultes) à l'exode c'est-à-dire l'immigration ;

-la surpopulation complique également les problèmes liés à l'urbanisation et favorise également la délinquance et l'insécurité à l'échelle nationale et internationale.

A long terme avec la forte croissance démographique, les pays en développement qui n'arriveront pas à réaliser des progrès économiques, risquent d'être confrontés à de sérieux problèmes politiques et sociaux.

II-LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE Un stimulant pour le développement

a-Les effets sur la demande

Dans une conjoncture économique favorable, une population nombreuse constitue un atout pour impulser le développement économique et améliorer le niveau de vie de la population.

En effet la population nombreuse constitue un marché potentiel important nécessaire pour absorber et rentabiliser une production de masse à travers la demande.

La population nombreuse est donc un facteur important de relance et de maintien de l'investissement qui reste la principale source de création d'emplois et de richesse. Elle peut conduire à la réalisation des économies d'échelle.

La forte population est aussi une source de relance et de maintien de l'investissement publique parce que la demande en infrastructure économique et sociale est toujours importante (**effet du multiplicateur keynésien**).

La pression démographique est également génératrice d'une production importante et d'une capacité d'innovation considérable nécessaire pour entretenir et améliorer le niveau de vie et promouvoir le progrès technique.

b-Les effets sur l'offre

La surpopulation entraîne d'importante mal fixation au niveau de l'offre de travail. Elle est génératrice de gain de productivité et se trouve à l'origine de deux mécanismes :

-Une population jeune et nombreuse permet de fournir une main d'œuvre abondante, dynamique et bon marché. L'ensemble des secteurs d'activité peut être pourvu en main d'œuvre grâce au transfert entre ville et campagne et entre les secteurs à faible productivité et les secteurs à productivité élevée.

Cette répartition de la main d'œuvre favorise la modernisation de l'agriculture grâce à la population non agricole installée dans les villes et constituent un marché pour les produits agricoles. Elle favorise également le développement industriel grâce à la disponibilité de la main d'œuvre et son caractère bon marché. En matière de politique de développement, la surpopulation permet l'adoption des stratégies d'industrialisation basées sur les combinaisons productives à haute intensité de main d'œuvre. ;

-l'augmentation rapide de la population accélère le renouvellement des générations de travailleurs. Cela permet de remplacer l'ancienne génération de travailleurs analphabète ou semi lettrée par une nouvelle génération de travailleurs mieux formés et ouverts au progrès.

Ce processus de remplacement sera d'autant plus rapide que la pression démographique et forte et les progrès industriels importants. Une population nombreuse constitue donc une source importante de dynamisme économique favorable à la modernisation de tous les secteurs d'activité économique du pays.

c-La thèse de la pression créatrice

Dans les écrits des économistes classiques, il apparaît une ambivalence des effets de la population sur le niveau de vie.

En effet d'un côté la croissance démographique se heurte à la loi des rendements décroissant et de l'autre coté elle favorise la division du travail et la réalisation des économies d'échelle.

L'argument des effets positifs de la surpopulation est apparu dans l'analyse d'**Ester Dupreel** (1928) qui fait de l'accroissement démographique la cause fondamentale du progrès sous toutes ses formes.

Parmi les économistes qui partagent ce point de vue, on peut citer **E. Boserup** (1965) dont la thèse est considérée comme étant l'alternative la plus crédible au model **Malthusien**.

En effet selon **Boserup**, il existe bien une relation entre population et ressource et plus précisément entre population et production alimentaire. Cependant, contrairement à **Malthus**, ce n'est pas la population qui s'ajuste au processus de production de l'agriculture mais plutôt c'est le processus productif qui est déterminé par la pression démographique qui exerce donc une pression créatrice et non destructrice comme l'a soutenu **Malthus**. L'idée fondamentale est que lorsque la

pression démographique atteint un certain niveau, elle exige un changement et une amélioration des outils de travail et des modes de production agricole notamment.

Cela se manifeste par l'abandon de la jachère et l'utilisation des engrais et autres produits chimiques de même que l'utilisation des machines dans l'agriculture.

CONCLUSION

A l'échelle mondiale, les prédictions de **Malthus** ont été démenties par les faits.

En effet la production alimentaire n'a cessé de croître ; au niveau agricole, les innovations et les résultats des progrès scientifiques et techniques ont rendu douteuse la théorie de la production arithmétique des subsistances formulées par **Malthus**.

La production alimentaire mondiale est suffisante pour nourrir la population mondiale. Le monde dispose encore d'énormes possibilités en matière de terre cultivable dont seulement les **10,5%** étaient mis en valeur en **1984**.

Cependant au niveau local, plusieurs régions du monde, notamment l'Afrique subsaharienne, connaissent toujours la famine et la malnutrition. Tant que la misère et la pauvreté continue à sévir dans certaines parties du monde, tant que la faim et la malnutrition restent le quotidien des millions de personnes dans le monde, la thèse de **Malthus** restera toujours présent dans les esprits.

En réalité le lien entre croissance démographique et développement est très complexe.

Une population nombreuse est un atout pour le développement jusqu'à un certain seuil au delà duquel elle devient un obstacle. Pourrait-on ainsi espérer avoir une population optimale dans nos pays ou nos régions en fonction des ressources disponibles ?

III-LES POLITIQUES DEMOGRAPHIQUES

a-La politique nataliste

Les pays développés ont mis en œuvre une politique qui relance la natalité depuis l'entre deux guerres jusqu'à nos jours.

Dans un 1^{er} temps, cette politique nataliste comportait des mesures contraignantes qui réprimaient l'avortement et la publicité autour des moyens contraceptifs.

Ces mesures sont restées en vigueur jusqu'après la reprise des naissances à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. Après les dernières guerres, en matière de relance démographique, plusieurs pays sont passés de la contrainte à l'incitation.

L'avortement et la publicité autour des moyens de contraception ont été également décriminalisés de même que la stérilisation. Aujourd'hui, la politique de relance démographique dans les pays développés comporte les mesures incitatives suivantes : **versement de prestations sociales (allocation familiale), accueil d'enfants dans les crèches, congé parental, etc.**

b-La politique anti nataliste

Dans les pays en voie de développement, ce sont les politiques antis natalistes ou politiques **Malthusiennes** qui ont surtout été mis en œuvre.

Le dispositif mis en place dans chacun des pays est plus ou moins contraignant, plus ou moins autoritaire. Les moyens d'actions s'étendent des simples campagnes d'informations et de sensibilisation, de diffusion des moyens contraceptifs jusqu'aux sanctions financières, politiques et sociales.

On peut remarquer que les pays qui ont utilisé la contrainte et la répression n'ont pas atteint les résultats escomptés.

En matière de politique démographique, il apparaît clairement que l'augmentation du niveau de vie et une sécurité sociale pour tous constitue le moyen le plus efficace pour réduire la natalité. A cela on peut ajouter l'instruction et l'émancipation de la femme. Ainsi en garantissant la nourriture pour tous, la santé pour tous, l'éducation pour tous et la sécurité sociale pour tous, le **SRI LANKA** est l'un des rares pays en développement qui a réussi sa politique démographique.

Exercice 1

PIB par tête (au niveau du prix et taux de change en dollar des Etats-Unis en 1985)

	1973	1979	1983	1987	1991
Etats-Unis	14566	15904	15652	17395	17793
Japon	8043	9312	10290	11755	14153
Allemagne	8156	9462	9627	10513	11721
France	7779	8928	9243	9804	10733
Royaume uni	6886	7521	7639	8763	9104
CE	6501	7373	7546	8278	9106
OCDE	9026	10095	10273	11445	12248

1-Calculer le taux de croissance du PIB/tête entre 1973 et 1991 pour les 5 premiers pays.

2-Calculer le taux de croissance annuel moyen du PIB/tête :

a-pour les USA de 1973 à 1979

b-pour le Japon de 1979 à 1983

c-pour l'Allemagne de 1983 à 1987

d-pour la France de 1987 à 1991

3-Calculer le taux de croissance annuel moyen du PIB/tête pour le Royaume uni de 1973 à 1991.

4-Transformer les données de la CE en indice en prenant :

a-1973 comme année de base

b-1983 comme année de base

c-base 100 année précédente

Exercice 2

Indications démographiques comparées : Chine, Inde, Sri Lanka

	Indice synthétique de fécondité		Espérance de vie féminine à la naissance (année)		Mortalité infantile pour 100 années précédentes		Taux annuel moyen d'accroissement	
	1965	1986	1965	1986	1965	1986	1965/80	1980/86
Chine	6,4	2,3	56	70	90	34	2,4	1,2
Inde	6,2	4,4	44	56	151	86	2,3	2,2
Sri Lanka	4,8	2,9	65	72	63	29	1,8	1,5

1-Que signifient les données entourées ?

2-Calculer le TAG de l'Inde de 1965 à 1980.

3-Comment évolue la mortalité infantile dans ces pays ? Cela a-t-il une influence sur la fécondité ?
Si oui ! Pourquoi ?

Exercice 3

Accroissement démographique de 5 Républiques Soviétiques :

Républiques	Fécondité (indicateur conjoncturel)			Croissance 1956 à 1986 (taux annuel moyen en %)	Population en millions d'habts
	1950	1970	1983		1986
Russie	2,8	2,0	2,1	0,83	144,1
Ukraine	2,5	2,1	2,1	0,83	51,0
Estonie	2,4	2,2	2,1	0,95	4,5
Arménie	4,2	3,1	2,4	2,58	3,4
Ouzbékistan	4,4	5,8	4,6	3,13	18,5
URSS	3,0	2,4	2,4	1,15	278,8

a-Faites une phrase avec les chiffres entourés ou interprétez les.

b-La fécondité évolue-t-elle de la même manière dans ces 5 républiques.

c-Quel constat faites-vous avec les taux de croissance ?

DISSERTATION

Sujet

Quelle relation peut-on établir entre fécondité et développement dans les pays en développement ?

Correction

1-Les deux parties du sujet

1^{ère} partie : Selon certains analystes, la fécondité est un atout pour les pays en développement.

2^{ème} partie : D'autres au contraire trouvent qu'elle est un obstacle au développement dans ces pays.

2-Une 1^{ère} lecture de la totalité des documents qui accompagnent le sujet

3-Analyser les documents un à un

Doc 1 : Titre : les politiques de planning familial

CE : L'amélioration des conditions économiques et sociales de la population constitue un préalable à la réussite de toute politique de planning familial.

L'échec de ses politiques en Afrique s'explique par la crise économique et sociale qui dégrade les conditions matérielles d'existences des africains.

RAS : 2

IC : La thèse Malthusienne

Malthus à l'issue de son ouvrage a fait le constat suivant :

La population augmente selon une progression géométrique c'est-à-dire qu'elle double tous les 35 ans alors que les moyens de subsistance en aucun cas ne peuvent augmenter aussi vite.

Il y a donc un décalage entre croissance démographique et croissance économique qui alimente la misère et la pauvreté. Comme solution, Malthus propose la contrainte morale c'est-à-dire tout homme ne doit se marier que lorsqu'il a les moyens de s'entretenir et d'entretenir une femme et même après le mariage ils doivent se contenter du nombre d'enfants qu'ils peuvent entretenir. Lorsque ses conditions ne sont pas réunies, ils doivent s'abstenir.

-Les arguments des antis natalistes

Selon ces analystes, la surpopulation favorise l'épuisement des ressources naturelles (bois de chauffe, poissons, pétrole, etc.

Avec la forte pression démographique, les investissements sociaux concurrencent les investissements productifs qui sont créateurs d'emplois et de richesse. Les seuls besoins du maintien

du niveau de vie nécessitent des investissements importants dont le financement constitue la principale source de l'endettement des pays en développement.

La surpopulation alimente également le chômage et pousse les jeunes et les adultes à l'exode. Elle complique également les problèmes d'urbanisations et alimente souvent le phénomène de l'insécurité à l'échelle nationale et sous régionale.

Doc 2 : Titre : Indicateurs sociaux économiques de quelques pays et départements.

CE : DE 1970 à 1992, la fécondité a baissé dans tous ces pays mais son niveau reste encore élevé à l'exception de la Corée du sud où le renouvellement des générations n'est plus assuré.

Tous ces pays enregistrent des mauvaises performances économiques à l'exception de la Corée du sud qui connaît une croissance économique soutenue.

RAS : 2

CP : Voir document 1

Doc 3 : Les inconvénients d'une fécondité élevée sur le développement

CE : La forte fécondité est un obstacle au développement car elle alimente le chômage et la pauvreté, elle oblige les paysans sans terre à l'exode et nécessite des investissements sociaux importants qui absorbent l'essentiel des financements au détriment des investissements productifs.

RAS : 2

CP : Voir document 1

Suite Doc 2 : Titre : La croissance démographique stimule le développement

IC : De tout temps le développement a toujours eu un impact négatif sur la fécondité à cause des transformations économiques et sociales qu'ils engendrent.

-Les transformations économiques

La croissance économique est à l'origine de la multiplication des biens durables et l'amélioration du niveau de vie.

La multiplication des biens durables agit négativement sur la fécondité à cause du coût d'acquisition de ces biens.

En effet lorsqu'un couple désire acquérir ses biens d'équipement et les entretenir (voitures, téléviseur, logement, etc.), il doit nécessairement constituer une épargne dans un 1^{er} temps pour l'acquisition des dits biens et dans un 2nd temps il est obligé de consacrer une partie de ses revenus à leur entretien.

Cela ne serait pas possible si le couple a un nombre d'enfants élevé. Ainsi la multiplication des biens durables conduit les couples à renoncer à une progéniture nombreuse en vue de l'acquisition des biens et de leur entretien.

CHAPITRE IV : LES MECANISMES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

I-DEFINITION ET MESURE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

A-Définition

Selon l'économiste Français François PERROUX, la croissance économique est l'augmentation pendant une longue période d'un indicateur de dimension ; pour une nation c'est le produit global net en terme réel. Plus simplement la croissance économique est l'augmentation de la production d'un pays pendant une longue période. Elle revêt un aspect quantitatif :

-Le développement économique est selon le même auteur la combinaison des changements mentaux et sociaux de la population qui la rend apte à croître cumulativement et durablement son produit réel global. Le développement économique peut être également défini comme étant la transformation des structures démographiques, économiques et sociales qui accompagnent la croissance économique et la perpétue.

Le développement économique revêt un aspect qualitatif.

Le développement économique et la croissance économique sont deux phénomènes liés. Ils sont à la fois la cause et la conséquence l'un de l'autre de façon réciproque.

C'est la croissance économique qui précède toujours le développement économique mais il n'y a jamais un développement économique avant la croissance économique.

On peut même avoir une croissance économique sans développement mais on n'a jamais un développement économique sans croissance économique.

-L'expansion économique : C'est l'augmentation de la production pendant une courte période ;

-Progrès économique : Il y a progrès économique lorsqu'on assiste à la fois à l'augmentation de la production suivit d'une amélioration du genre de vie se traduisant par une meilleure efficacité (**productivité, progrès technique, organisation du travail, etc.**).

On parle de progrès économique lorsqu'une collectivité atteint ou se rapproche des objectifs qu'elle s'est fixé.

B-Mesure de la croissance économique

Le PIB ou le PNB à prix constant est généralement retenu comme indicateur de croissance économique.

L'utilisation du PIB pour mesurer la croissance économique pose un certain nombre de problème au nombre desquels on peut retenir :

1-Le choix d'une unité monétaire

2-Le taux de change de l'unité de monétaire choisie

3-Difficulté de comparaison liée à la fluctuation de certaines unités monétaires

Ainsi le PIB n'est pas tellement significatif parce qu'il ne donne pas une mesure précise de la richesse créée dans un pays.

Il ne permet non plus de faire une comparaison à cause de l'effet taillé de la population.

Lorsqu'on rapporte le PIB à la population, on obtient le PIB par habitant qui est un indicateur plus précis de la richesse d'un pays.

Cependant le PIB par habitant est une moyenne qui passe sous silence des problèmes liés à la répartition des revenus dans un pays.

C-Les problèmes liés à l'utilisation du PIB

Le PIB ne prend pas en compte un certain nombre d'éléments qui sont importants pour suivre et évaluer le mieux être d'une population.

Ainsi une partie importante de l'activité économique qu'on qualifie d'économie souterraine ou de secteur informel échappe à la comptabilité nationale et n'est pas pris en compte dans le calcul du PIB. Cependant le secteur informel occupe une place importante dans l'activité économique de tous les pays.

Elle représente **8%** du PNB de la Grande Bretagne, **10%** du PNB de la Suède, **20%** du PNB de l'Italie.

Le secteur informel occupe **78,6%** de la population active du Mali, **75%** de celle de la Mauritanie, **74,9%** de celle de la Guinée et **70%** de celle du Burkina.

Le PIB prend en compte dans son calcul des éléments qui sont nuisibles au bien être de la population. Il s'agit des externalités ou déséconomie ou nuisance.

Beaucoup d'éléments qui sont donc contenu dans le PIB devraient contribuer à réduire la valeur PIB mais malheureusement ce n'est pas le cas.

C'est pourquoi l'augmentation du Pib n'est pas synonyme d'une augmentation du bien être mais au contraire elle se traduit souvent par sa dégradation.

Cela a conduit à une remise en cause de la notion même de croissance économique par **le club de Rome** qui préconise la croissance zéro (**0**). La question qui se pose est de savoir s'il faut mettre cause la croissance économique ou s'il faut plutôt rechercher un nouveau type de croissance économique qui sera mesuré par de nouveaux indicateurs appelés indicateur sociaux. En voulant répondre à ces questions le PNUD (**Programme des Nations Unies pour le Développement**) a été conduit à découvrir l'**IDH (Indicateur du Développement Humain)**.

D-Composition et méthode de calcul de l'IDH

L'IDH est composé de 3 éléments qui sont considérés comme essentiel pour le développement. Il s'agit de : **la longévité, le savoir et le niveau de vie.**

L'IDH n'a pas la prétention de refléter tous les aspects de l'espérance humaine. Il vise seulement à donner un moyen d'évaluer les progrès accomplis dans les domaines jugés prioritaires ainsi qu'à permettre de faire les comparaisons entre pays.

La moyenne de ces 3 éléments donne l'IDH dont la valeur est comprise entre **0** et **20**.

Dans son calcul chaque élément reçoit également une note allant de 0 à 1. L'exemple ci-dessous répond à la.....de l'année 1994 effectuer à l'aide des chiffres de 1992.

D1-Calcul de la note affectée à la longévité

Elle est calculée à partir de l'espérance de vie. Les valeurs maximales et minimales sont respectivement **85** et **25 ans**. Ainsi le pays qui a une espérance de vie de **85** reçoit la note **1** et celui qui a une espérance de vie de **25 ans** reçoit la note zéro (**0**).

Dans la réalité les notes vont de **0,885** (Islande) à **0,290** (Djibouti). La France a une espérance de vie de **76,6 ans**.

Le calcul de la note affectée à la longévité s'effectue de la manière suivante :

$$\text{Longévité} = \frac{76,6 - 25}{85 - 25} = \frac{51,6}{60} = 0,860 ; L = 0,860$$

D2-Calcul de la note affectée au savoir

Cette note est calculée à partir de deux éléments : **le taux d'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'année d'étude**.

Le 1^{er} intervient pour 2/3 et le 2nd pour 1/3. Les valeurs minimales et maximales sont respectivement de **100%** (note 1) et **0%** (note 0) pour le taux d'alphabétisation ; **15 ans** (note 1) et **0 an** (note 0) pour le nombre moyen d'année d'étude.

Dans la réalité les notes vont de **0,99** (pays industriels) à **0,19** (Djibouti) pour le taux d'alphabétisation et **0,83** (Etats-Unis) à **0,01** (Niger et Burkina) pour le nombre moyen d'année d'étude.

Le taux d'alphabétisation de la France était de **99%** et la note affectée à l'alphabétisation est calculée de la manière suivante : **Alphabétisation** = $\frac{99 - 0}{100 - 0} = \frac{99}{100} = 0,990$

Le nombre moyen d'année d'étude en France était de **12 ans** et la note affectée aux études se calcule de la manière suivante : **Etude** = $\frac{12 - 0}{15 - 0} = \frac{12}{15} = 0,800$

La note affectée au savoir est donc obtenue de la manière suivante :

$$\text{Savoir} = \frac{(0,990 * 2) + (0,800 * 1)}{3} = \frac{2,78}{3} = 0,927$$

D3-Calcul de la note affectée au niveau de vie

Cette note est calculée à partir du revenu ajusté du point de départ et le PIB par habitant. Au niveau mondial en 1992, le PIB par habitant était de 5120 dollar \$. Les valeurs maximales et minimales de ce revenu sont respectivement de 5385 dollar \$ et 200 dollar \$.

Le revenu ajusté de la France en 1992 était de 5349 dollar \$ et la note affectée au revenu ajusté s'effectue de la manière suivante :

$$\text{Revenu ajusté} = \frac{5349 - 200}{5385 - 200} = \frac{5149}{5185} = 0,993$$

$$\text{L'IDH en France : } \frac{0,860 + 0,927 + 0,993}{3} = 0,927$$

En 1994, l'IDH a été calculé pour 173 pays répartis le long d'une échelle.

Les 10 pays ayant l'IDH le plus élevé et les 10 pays ayant le plus faible IDH sont représentés comme suits :

10 pays ayant le plus élevé IDH		10 pays ayant le faible IDH	
Pays	IDH	Pays	IDH
1-Canada	0,932	1-Guinée Conakry	0,191
2-Suisse	0,931	2-Burkina	0,203
3-Japon	0,929	3-Afghanistan	0,208
4-Suède	0,928	4-Sierra Leone	0,209
5-Norvège	0,928	5-Niger	0,209
6-France	0,927	6-Tchad	0,212
7-Australie	0,926	7-Mali	0,214
8-USA	0,925	8-Gambie	0,215
9-Pays bas	0,923	9-Somalie	0,217
10-Royaume uni	0,919	1-Guinée Bissau	0,224

E-Les limites de l'IDH

Malgré sa supériorité au PIB, l'IDH n'est pas pour autant un indicateur parfait.

En effet on peut constater les insuffisances suivantes :

-Certains pays sont classés parmi les pays à faible revenu mais ils ont un IDH considéré comme élevé. Cela traduit une mobilisation des ressources en direction de l'éducation et de la santé.

C'est le cas notamment de la Chine, de l'Indochine, de la Colombie, de Cuba et du Viet Nam.

Certains pays sont également classés parmi les pays à revenu intermédiaire mais ils disposent d'un IDH considéré comme faible. Cela est dû au fait que les ressources de la croissance sont moins tournées vers la satisfaction des besoins humains (**éducation et santé**). Il s'agit principalement des pays producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes unis, le Gabon, le Cameroun, etc ;

-L'IDH ne tient compte que d'un nombre limité d'indicateur socio économique dans son calcul ;

-l'utilisation du taux d'alphabétisation comme instrument de mesure de la connaissance et du savoir d'une population est forcément discutable.

En effet dans les pays en de développement, le savoir est de plus en plus transmis oralement, de génération à génération.

Ces connaissances se rapportent généralement à l'environnement, à l'histoire, etc.

Un tel savoir n'est donc pas négligeable en soit ; en conclusion nous pouvons retenir que malgré les progrès réalisés par l'IHD, il n'existe pas encore d'indicateur parfait de développement.

Cela n'est pas surprenant car le développement est un phénomène complexe et multidimensionnel qui est orienté vers la satisfaction des besoins humains.

Dans sa classification on distingue trois groupes de pays : **les pays au développement humain élevé** dont l'IDH est compris entre **0,800 et 1** ; **les pays au développement humain moyen** qui ont un IDH compris entre **0,500 et 0,799** et **les pays au développement faible** dont l'IDH est inférieur à **0,500**.

L'Afrique subsaharienne représente la majorité des pays au développement humain faible. En effet sur les 36 pays en 2004, 32 provenaient de cette région avec un IDH moyen de **0,465**.

II-LES FACTEURS DE LA CROISSANCE

A-Le milieu naturel

C'est l'ensemble des ressources naturelles existant dans un pays. Ces ressources constituent un stimulant pour le développement économique.

Cependant leur absence ne présente pas un obstacle insurmontable. L'existence de ces ressources constitue donc une condition nécessaire voire souhaitable mais jamais suffisante.

Ainsi les pays immensément riches en ressources naturelles comme la Guinée Conakry, la RDC, l'Angola...ont du mal à décollé économiquement. Par contre les pays pauvres en ressources naturelles comme le Japon se place parmi les 1ère puissances économiques du monde avec le rythme de la croissance soutenue économiquement.

B-Le capital

Il s'agit du capital au sens technique du terme c'est-à-dire un ensemble de biens reproductifs qui par le retour de la production permet d'accroître la productivité travail. IL s'agit à la foi du capital fixe et du capital circulant.

Le capital fixe participe à plusieurs cycles de production. Son acquisition se fait grâce à l'investissement et son remplacement ou renouvellement est réalisé grâce à l'amortissement.

Quant au capital circulant, il est composé essentiellement de matières premières qui disparaissent au cours du processus de production, l'investissement est financé par l'épargne interne ou externe.

C-Le facteur humain

Selon **Sean ROBIN**, l'homme constitue la 1^{ère} richesse de tout pays, le capital humain est un ensemble d'éléments liés la population active et à la production et à la production du travail, la population active est considéré comme un facteur de production dans la mesure où elle facilite la spécialisation qui constitue une source importante de productivité. Ainsi les périodes de fortes croissances économiques coïncident généralement à des périodes d'accroissement de la population active. La contribution quantitative de la population active à la croissance économique dépend de son effectif et de la durée du travail.

Quant à sa contribution qualitative, cela dépend de sa productivité qui subit un certain nombre de facteur tel que **l'âge, la qualification, les conditions de travail, le secteur d'activité...**

L'ensemble de ses éléments quantitatifs et qualitatifs est désigné sous le terme de **capital humain**. C'est dans la mesure où la productivité de la quantité permet de mieux retracer sur les contingents sociaux qu'il faut toujours faire appel à la contrainte morale de l'économiste classique.

III-PRINCIPE DE MULTIPLICATION D'OSCILLATION ET D'ACCELERATION

1-Principe d'oscillation

Selon **Keynes**, contrairement au classique, ce n'est pas le niveau des salaires qui détermine le niveau de la production et de l'emploi mais plutôt la demande globale effective.

Pour lui, il est impossible que le revenu soit fixé à un niveau qui ne permet pas le plein emploi. On se trouve alors dans un équilibre de sous emploi.

Pour rétablir l'équilibre de plein emploi, **Keynes** préconise l'intervention de l'Etat afin d'éviter la crise et le chômage.

L'action de l'Etat se situe soit au niveau de la politique fiscale ou bien au niveau de la politique budgétaire. C'est à dernier niveau qu'apparaît l'effet du multiplicateur **Keynésien**.

Le principe de ce multiplicateur est le suivant : en augmentant l'investissement (**variable autonome ; cause**) cela entraîne une variation amplifiée du revenu national (**variable induite ; conséquence**), le rapport **k** entre l'accroissement du revenu (**dy**) et l'accroissement de

l'investissement (**dI**) est le **coefficient de multiplication** : $k = \frac{\Delta Y}{\Delta I} \Rightarrow \Delta Y = k \Delta I$

Un accroissement de l'investissement $\Delta I = 100$ va provoquer les vagues successives de dépenses et de l'épargne.

La propension marginale à consommer (**PmC = 0,8**), le total des revenus engendrés sera égal à **500**.

En effet dépense initiale des biens de production (**investissement**) se traduit dans un premier temps par une distribution de revenu de 100 (**salaire + bénéfices**).

Dans une seconde étapes ces revenus sont en partie dépensés et épargnés dans la proportion de **80** et **20** conformément à la propension marginale à consommer (**0,8**) et à épargner (**0,2**). Cette dépense de 80 constitue pour d'autres agents un revenu qu'ils dépenseront à leur tour selon la **PmC**.

Ce processus se poursuit jusqu'à ce que le dernier revenu induit soit négligeable.

ΔI	ΔY	ΔD	ΔE
100	100	80	20
	80	64	16
	64	51,2	12,8
	51,2	40,96	10,24
	40,96	32,768	8,192

ΔI , ΔY , ΔD et ΔE sont respectivement les accroissements de l'investissement, du revenu, de la dépense et de l'épargne.

On peut constater dans la 2^{ème} colonne que le revenu induit se multiplie d'étape en étape selon une progression géométrique, c'est-à-dire chaque nombre est obtenu en multipliant le précédent par un nombre constant.

Ce nombre est dans notre exemple **0,8** qui est la raison de la progression géométrique en même temps la propension marginale à consommer. On sait que la somme des **n** 1^{er} termes d'une progression géométrique de raison $\theta < 1$ est donnée par la formule suivante : $S = a * \frac{1}{1 - \theta}$

a le 1^{er} terme de la progression ici l'investissement initial 100.

Exemple : $\Delta Y = 100 * \frac{1}{1 - 0,8} = 500$

En faisant le même raisonnement de la dernière colonne, on obtient le résultat suivant :

$$\Delta E = 20 * \frac{1}{1 - 0,8} = 100$$

-Ainsi à la fin du processus la somme des épargnes induites est égales à l'investissement initial c'est-à-dire 100.

Pour les économistes classiques aussi bien que pour Keynes, il y a toujours égalité entre épargne et investissement.

Cependant chez les classiques cette égalité s'établit « **ex ante** » c'est-à-dire que l'investissement s'ajuste à une épargne préalable ; dans ce cas l'épargne précède (vient avant) l'investissement.

Pour Keynes cette égalité s'établit « **ex post** » c'est-à-dire que l'épargne s'ajuste à un investissement préalable ; dans ce cas c'est l'investissement qui précède l'épargne.

Pour que la valeur du multiplicateur d'investissement ($k = \Delta Y / \Delta I = 500/100 = 5$) soit importante, il faut que les fuites que constituent l'épargne et les investissements soit réduites à leur minimum.

Pour cela il faut que la **PmC** soit la plus élevée possible et le pays doit disposer d'une capacité de production suffisante pour faire face à l'accroissement de la demande.

On peut procéder également à de nouvelles injections de monnaie sous forme d'investissement au fur et à mesure que la valeur du multiplicateur s'affaiblit.

Le multiplicateur d'investissement peut jouer positivement en tant que facteur de création de revenu et d'emploi. Mais il peut aussi jouer négativement lorsque la variation de l'investissement est négative.

Lorsqu'il joue positivement, cela stimule la croissance économique ; dans le cas contraire le multiplicateur devient un facteur de récession et de chômage.

2-Le principe d'accélération

Dans le principe du multiplicateur, il peut arriver que la capacité de production installée soit insuffisante pour répondre totalement à la demande. Dans ce cas pour satisfaire cette demande additionnelle, il devient nécessaire d'investir à nouveau.

Cet investissement est appelé investissement induit, il traduit l'action de la demande sur l'investissement. C'est à ce niveau que se situe le phénomène d'accélération : l'investissement supplémentaire étant engendré par l'augmentation de la demande. Pour que le principe d'accélération fonctionne convenablement il faut :

-l'**appareil de production** est utilisé à sa pleine capacité ;

-il **n'existe pas de stock** de biens sur le marché ;

-les **prix doivent rester constants**.

3-Le principe d'oscillation

En rapprochant les deux principes : **multiplication** (influence des modifications de l'investissement sur le revenu national) et **accélération** (influence des modifications de la demande sur l'investissement), on peut déterminer l'interaction des deux phénomènes sur les fluctuations du revenu national.

C'est ce principe d'interaction qui est appelé **oscillateur**.

Pour que ce principe fonctionne convenablement, il faut que :

-l'**ouverture** n'aie pas d'influence ;

-on **raisonne** sur la même période.

Le phénomène d'oscillation indique comment les renversements de tendance dans l'évolution du revenu national s'expliquent par les facteurs qui sont contenus dans le processus cyclique lui-même.

2^{ème} PARTIE : LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DANS LES PAYS

INDUSTRIALISES CAPITALISTES

CHAPITRE I : NAISSANCE ET ESSOR DU CAPITALISME

I-LES DEBATS DU CAPITALISME

1-Les économies précapitalistes

Les économies précapitalistes présentaient les caractéristiques suivantes :

-l'agriculture est prépondérante

Elles produisent l'essentiel du revenu national et occupe la majorité de la population active.

Elle est peu productive, pratique la jachère et connaît la précarité alimentaire. La possession de la terre est le signe de la puissance et de la richesse. Cela va provoquer l'accumulation de la terre et empêcher l'investissement dans les autres secteurs d'activité ;

-les économies vivent autarcie

Les moyens de transport ne sont pas développés. Les hommes, les idées, les marchandises et les capitaux circulent peu. Il n'y a pas d'Etat centralisé ; les Etats sont plutôt minuscules et se livrent constamment la guerre. ;

-le secteur artisanal se transforme

On est passé du « **domestic system** » au « **factory system** ».

Les produits sont destinés à la consommation immédiate locale. Il n'y a pas d'excédent ou de surplus destinés à l'échange.

2-Le capitalisme moderne

a-Définition

Le capitalisme est un système caractérisé par la propriété privée des moyens de production, par le rôle du marché où s'exerce la concurrence entre les agents économiques, par l'importance de l'individualisme et de l'initiative individuelle qui n'exclut pas totalement le rôle de l'Etat, par la recherche et le réinvestissement systématique du profit.

b-La révolution industrielle

Le terme révolution industrielle désigne la période pendant laquelle on passe d'une société traditionnelle (à dominance agricole) à une société où prédomine l'activité industrielle.

Dans le cas des pays industrialisés, le terme révolution industrielle est abusif dans la mesure où les transformations enregistrées dans ces pays sont le fruit d'une longue maturation plutôt que le résultat d'un changement brutal et radical.

Aussi la révolution n'a pas été seulement industrielle mais technique, agricole, démographique et politique également. L'histoire a connu trois types de révolutions industrielles :

-la 1^{ère} révolution industrielle

Elle a commencé dès la deuxième moitié du XVIII^e siècle en Angleterre et dès la 1^{ère} moitié du XIX^e siècle en France. Elle a été surtout caractérisée par la prépondérance de l'industrie dans l'activité.

Cette 1^{ère} révolution industrielle reste marquée aussi par le machinisme, la parcellisation des tâches et les multiplications des fabriques industrielles ;

-la seconde révolution industrielle

Elle est surtout caractérisée par le développement de l'énergie et la modernisation des transports. La deuxième révolution industrielle est surtout illustrée par le moteur à explosion, l'utilisation de l'électricité et du téléphone en plus de la radiodiffusion ;

-la troisième révolution industrielle

Elle est celle de l'informatique et des télécommunications. Cette 3^{ème} révolution reste caractérisée par l'utilisation de l'ordinateur et de l'internet comme outil de travail et de communication.

c-Les origines de la révolution industrielle

La 1^{ère} révolution industrielle provient de la conjonction de plusieurs facteurs :

-l'antériorité de la révolution agricole

Le mouvement des enclosures, la suppression de la jachère et la nouvelle rotation des cultures ont provoqué une augmentation considérable de la production et de la productivité. Cela a permis de dégager un surplus à deux niveaux.

D'abord au niveau de la production, une partie est désormais destinée à la transformation c'est-à-dire à l'industrie. Ensuite au niveau de la main d'œuvre agricole, une partie est maintenant libérée pour servir de bras aux nouvelles activités industrielles.

Les transformations ont abouti à la hausse du revenu agricole, stimulant ainsi la demande des biens industriels en termes de biens de consommation (textile) et en termes de biens de production (outillage agricole) ;

-l'accumulation du capital primitif par le commerce maritime

Le commerce triangulaire a été à l'origine des grandes fortunes qui seront investis non plus dans la terre mais plutôt dans les nouvelles activités industrielles.

Cela a été possible grâce à l'émergence d'une nouvelle race d'opérateurs économiques c'est-à-dire l'apparition d'une classe d'entrepreneurs ayant le goût du risque ;

-la révolution des techniques

Elle s'est traduite par une succession d'inventions et d'innovations.

Ainsi dans le textile, il y a la navette volante **Kay** en **1733** et de métier à tisser de **Cartu WRIGHT**.

Ces deux innovations ont été liées à la machine à vapeur de **Watt** en **1774**. Dans la métallurgie il y a le convertisseur de **Bessemer** en **1856** et le four **Martin** en **1864**.

Le chemin de fer a fait son apparition en **1814**.

-le rôle de l'Etat

L'Etat a souvent mis en place des infrastructures : **chemin de fer, route, port et aéroport, etc.**

L'Etat a également créé ses propres entreprises, développé les formations, accordé des subventions et avantages fiscaux. Il a également protégé le marché contre la concurrence.

d-L'enchaînement structurant

Les interactions développées entre l'agriculture et les différentes branches de l'accroissement de la production agricole ont entraîné celui de la production industrielle. Au niveau de l'industrie certaines entreprises sont devenues des débouchés pour d'autres entreprises.

On a également assisté à l'apparition de nouvelles branches motrices qui exercent un effet d'entraînement sur les autres branches.

3-L'analyse de Rostow

Walt Wuthomon ROSTOW est un économiste américanisé né en 1916 qui s'est rendu célèbre par son ouvrage « **les étapes de la croissance économique** ». Il affirme que l'histoire de l'économie est la suite de 5 étapes, de 5 phases permettant à toute économie de prendre son envol de longue période. Ces étapes sont : **la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage (take off), la maturité** et enfin **l'ère de la consommation de masse**.

Rostow considère que le pays le plus développé industriellement ne fait que révéler l'image de leur propre futur.

a-La société traditionnelle

A cette 1^{ère} étape, l'économie ne repose que sur l'agriculture essentiellement. Le progrès technique est très favorable. Le caractère fondamentalement rural de l'activité économique conduit à une structure très hiérarchisée à faible mobilité sociale.

L'échelle des valeurs est telle que la société offre pratiquement la même gamme de possibilité à la nouvelle génération pareille à celle déjà offerte à l'ancienne génération. Dans cette société les perspectives de croissance à long terme sont faibles. La famille joue un rôle prépondérant dans le devenir des individus. L'Etat a très peu de pouvoir.

b-Les conditions préalables au décollage

Le décollage exige plusieurs conditions qui sont autant de « **révolution** » :

- une révolution agricole** permettant une augmentation sensible de la production et de la productivité est nécessaire pour nourrir une population croissante ;
- une révolution démographique** permettant le passage de l'ancien régime caractérisé par un taux d'accroissement faible à un régime démographique moderne caractérisé par un taux d'accroissement soutenu ;
- une révolution commerciale** permise par la révolution des transports et le plus généralement des communications est aussi une nécessité pour la formation d'un marché national et international ;
- une révolution entrepreneuriale**, l'apparition d'un nouveau type d'hommes animés de l'esprit d'entreprise est aussi nécessaire car le développement économique demande des agents économiques favorablement disposés à l'égard de la nécessaire prise de risque ;
- une révolution politique** permettant la création d'un Etat centraliser et efficace ;

-une **révolution industrielle** reste fondamentale car seule capable de générer un processus entretenu de croissance économique.

c-Le décollage ou take off

Le décollage est certainement celle qui caractérise mieux sa thèse. C'est la période pendant laquelle l'économie décolle, les taux de croissance économique augmentent de façon régulière.

Trois traits permettent de mieux caractériser ce take off :

-C'est une phase de courte durée de deux à trois décennies ;

-le taux d'investissement augmente et atteint 10% à 15% du PIB ;

-un certain nombre de branches motrices émergent avec une propension à l'innovation importante, exerçant un effet d'entraînement qui dynamise l'ensemble de l'économie.

d-Les progrès vers la maturité

Le décollage est suivi d'une période assez longue de progrès soutenus pendant les innovations technologiques qui ont permis le décollage se diffuse à l'ensemble de l'économie.

Quelques 60 ans plus tard, l'économie atteint le stade de la maturité. En ce stade apparaissent dans l'économie de nouvelles activités capables de remplacer celles qui ont permis le démarrage.

e-L'ère de la consommation de masse

Cette consommation de masse est atteinte lorsque :

-**les normes** de consommation sont articulées autour des biens standardisés créés en série ;

-**la production** des biens de consommation durable et des services devient prépondérante dans l'activité économique.

Le rôle de l'Etat s'amplifie et les sociétés tendent à privilégier les fonctions d'assurance, de prévoyance et de socialiser les risques de toute nature et d'abord les risques de chômage.

III-L'EXPANSION DU CAPITALISME

1-La transformation des entreprises

a-Les premiers mouvements de concentration

Trois phases se sont succédées dans le mouvement de concentration des entreprises :

-**La phase involontaire** : C'est la phase de l'accroissement de la taille des entreprises suite à l'élimination par la crise de certaines d'entre elles qui étaient soit trop petites soit moins performantes et mal gérées ;

-la phase volontaire : Au niveau de tous les pays capitalistes, on assiste à un accroissement de la taille des entreprises provenant du choix des entrepreneurs.

En effet après avoir connu plusieurs crises qui ont englouti plusieurs entreprises, celles qui ont survécu ont opté résolument pour la grande taille qui est moins vulnérable aux crises et qui présente moins de risque à faire faillite.

La grande taille a ainsi été considérée par les chefs d'entreprises comme le moyen le plus sûr de résister à la crise ;

-la troisième phase : C'est la phase de l'internationalisation croissante des économies et de la multinationalisation des entreprises. Cette phase reste caractériser par l'émergence des grandes entreprises dont le capital appartient aux opérateurs économiques de plusieurs pays et dont la production est destinée au monde entier.

Ainsi dès le **XIXe** siècle, les géants sont apparus dans l'industrie et dans les finances : **Schneider, Dupont Nemours, Rockefeller, Rothschild, Krupp Ford**, etc.

b-La financiarisation des entreprises

La création des sociétés de capitaux et en particulier les sociétés anonymes a été d'un apport essentiel à l'expansion du capitalisme. Ces sociétés ont permis de diriger plus de capitaux vers l'industrie grâce à la division et à la réduction des risques et des responsabilités.

De grandes banques d'affaires ont également fait leur apparition et ont beaucoup contribué au financement de l'économie en créant certaines sociétés et en simplifiant fortement leur gestion.

2-Les crises économiques

De 1815 à 1914 le monde occidental a été secoué par 11 crises.

a-Définition

-Au sens large du terme, la crise est une rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande des biens et services qui provoquent ainsi la dépression de l'activité économique ;

-au sens strict du terme, la crise est retournement brutal de la conjoncture ; une phase de dépression succédant à une expansion.

b-Les différents types de crises : On distingue principalement les crises précapitalistes et les crises modernes.

b1-Les crises précapitalistes : Les sociétés précapitalistes ont connu deux types de crises : **les crises d'ancien régime et les crises mixtes.**

-les crises d'ancien régime : Ce sont des crises de sous production ayant pour origine des mauvaises récoltes ;

-les crises mixtes : Elles touchent d'abord la production agricole et s'étend par la suite à la production industrielle dans les villes.

b2-Les crises modernes et les cycles économiques

Les crises modernes sont des crises de surproduction, de crash boursier et de faillite bancaire (**la bourse** : C'est l'endroit où on achète et vend des obligations et/ou des actions).

Certains analystes ont pu vérifier que d'une manière générale les crises se répètent à des intervalles de temps réguliers plus ou moins lent. Ils ont ainsi mis à jours les cycles économiques. On peut distinguer trois types de cycles :

-le cycle court ou cycle Kitchin : C'est un cycle de deux ou trois ans qui trouve son origine dans le stockage et le déstockage des biens au niveau des entreprises ;

-le cycle moyen ou cycle Juglar : Sa périodicité est de 8 ans et il décompose l'activité économique en quatre phases :

* **une phase d'expansion** : Elle est caractérisée par la hausse de tous les indicateurs économiques (**production, investissement, salaire, profit, prix, etc.**) à l'exception du chômage qui diminue.

* **La crise** : Elle est le plus souvent déclenchée par une faillite retentissante qui sème la panique.

* **Une phase de dépression** : Au cours de cette phase, tous les indicateurs économiques sont au rouge c'est-à-dire à la baisse (**production, investissement, salaire, prix, etc.**). Seul le chômage est à la hausse.

* **La reprise de l'activité** : Les mesures de restructuration prises au niveau des entreprises conduisent à l'assainissement de la situation des entreprises et permettent à l'activité économique de répartir sur de nouvelles bases solides.

-le cycle long ou cycle Kondratieff : Il a une périodicité de 50 ans et se décompose en deux phases de 25 ans chacune.

* **la phase A ou phase d'expansion** : Au cours de cette phase l'activité économique est florissante et les indicateurs économiques sont tous à la hausse sauf le chômage qui baisse.

* **la phase B ou phase de dépression** : Il se produit au cours de cette phase un retournement de l'activité économique avec des indicateurs à la baisse, exception faite du chômage qui augmente.

Les crises jouent un rôle important dans l'économie capitaliste. Pour les économistes libéraux, l'économie est toujours en équilibre et les fluctuations (**les crises**) ne sont que passagères.

Pour ce courant de pensée en cas de crise le système économique s'équilibre de lui même par ses propres mécanismes.

Selon les **Marxistes**, la crise est une condition de vie du capitalisme, elle en est la respiration. Les crises permettent à l'économie capitaliste de repartir à nouveau jusqu'à la crise ultime qui lui sera définitivement fatale.

III-LES NOUVELLES TENDANCES DU CAPITALISME

1-Evolution des secteurs d'activité

a-Déclin de l'agriculture

Tous les pays capitalistes industrialisés ont connu la même évolution en matière agricole avec cependant quelques décalages.

Dans tous ces pays le poids de l'agriculture a fortement diminué dans la production et ne représente actuellement que 3 à 4% du PIB.

La même évolution a été en matière de population active et la part de l'agriculture ne représente plus que les 5% environ.

A l'origine de cette évolution se trouve l'augmentation de la productivité obtenue grâce la modernisation de l'agriculture (**mécanisation, utilisation d'engrais et autres produits chimiques, utilisation des semences améliorées**).

b-La désindustrialisation

C'est la diminution du poids de l'industrie dans l'activité économique. Dans un premier temps l'industrie a pris le relais du secteur primaire dans l'activité économique et a pendant longtemps contribué pour l'essentiel et occupé la majorité de la population active dans les pays industrialisés.

Depuis les années 1970, dans tous ces pays, la part de l'industrie ne cesse de baisser dans l'activité économique pour ne représenter que 30 à 35% du PIB et occuper une tranche de moins en moins importante de la population active.

Depuis ces années, cette diminution progressive du poids des industries dans l'activité économique a été qualifiée de désindustrialisation. L'origine du phénomène de désindustrialisation se trouve également dans l'amélioration de la productivité obtenue grâce à l'automatisation du capital technique dans l'industrie.

La désindustrialisation trouve aussi son origine dans les lois d'**Engel** et dans l'**externalisation** de certains services qui étaient autrefois intégrés à l'activité industrielle.

c-La tertiairisation

C'est l'augmentation de la part du secteur tertiaire dans l'activité économique. Il a pris le relais de l'industrie dans l'activité économique des pays industrialisés capitalistes.

Les services ont connu un développement sans précédent dans ces pays et représentent de nos jours plus de 2/3 de la production et de la population active. Cette augmentation croissante de la

part du secteur tertiaire qui qualifié de tertiairisation trouve son origine dans le déclin de l'agriculture et dans la désindustrialisation.

2-Les facteurs explicatifs de l'évolution sectorielle

L'évolution sectorielle s'effectue ou s'exprime fondamentalement par l'augmentation de la productivité.

En effet la modernisation de l'agriculture (**mécanisation, utilisation d'engrais, des semences améliorées et d'autres productions chimiques**) a permis la réalisation des productivités dans ce secteur. On a assisté à une augmentation de la production agricole.

L'apparition des gains de productivité dans l'agriculture va libérer une importante main d'œuvre agricole. L'augmentation de la population non agricole va se traduire par une amélioration du revenu ajusté, on a ainsi assisté à un transfert de main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie. Les mêmes gains de productivité apparus dans l'industrie vont permettre d'améliorer les revenus au niveau du secondaire et libérer de la main d'œuvre pour le tertiaire.

Ces lois d'**Engel** ont également contribué à ces phénomènes de désindustrialisation. En effet l'augmentation des revenus au niveau du secondaire va surtout profiter au secteur tertiaire car la demande additionnelle qui naît est surtout porter non pas sur les biens industriels mais sur les services.

L'augmentation des éléments va attirer les investisseurs à ce secteur. Ainsi ce secteur tertiaire devient le secteur prédominant dans l'activité économique. La désindustrialisation est liée également au développement des services des entreprises. Certains service comme la publicité, la comptabilité, le gardiennage, le nettoyage, l'entretien, etc...qui étaient auparavant induit dans les activités industrielles vont devenir indépendantes et se retrouver au niveau du secteur tertiaire. La tertiairisation des activités économiques trouve son explication dans l'amélioration de la productivité qui conduit au déclin de l'agriculture et à la désindustrialisation.

REMARQUE : Le déclin de l'agriculture n'est pas synonyme d'une importance des produits agricoles et encore moins d'une baisse de la production agricole.

L'agriculture conserve toute son importance dans l'économie des pays industrialisés capitalistes. Il reste pourvoyeur en produit alimentaire et en matière première pour les besoins de transformation des industries. L'agriculture reste à la fois fournisseur (**matières premières**) et cliente (**outillages agricoles**) de l'industrie.

La désindustrialisation aussi ne signifie pas le déclin de l'industrie ou baisse de la productivité industrielle. L'industrie garde également toute son importance dans l'activité économique de ces pays. Elle reste également cliente (**achat de matières premières agricoles**) et fournisseur (**vente d'outillage**) de l'agriculture et du tertiaire.

L'industrie joue dans l'économie de ces pays un rôle de transformation de matières premières en produit fini et un fournisseur d'équipements pour l'ensemble des secteurs économiques.

3-La concentration des entreprises : La concentration est le processus par lequel la taille des entreprises augmente.

a-Les techniques de concentration : On distingue essentiellement trois techniques de concentration.

-la fusion : C'est l'association de deux ou de plusieurs entreprises qui donne naissance à une nouvelle et unique entreprise ;

-l'absorption : Une entreprise avale une plus petite entreprise et la fait disparaître ;

-la participation : C'est le fait pour une entreprise de détenir du capital d'une autre entreprise. Lorsque la part du capital détenu dépasse 50% on parle de prise de contrôle et l'entreprise devient une filiale.

b-Les stratégies de concentration

On distingue également trois stratégies de concentration : **la concentration horizontale, la concentration verticale et la concentration conglomérale.**

STRATEGIES	DEFINITIONS	AVANTAGES	INCONVENIENTS
Concentration horizontale	Regroupement d'entreprises fabriquant les mêmes produits ou groupe de produits	• Elimination de la concurrence • Economie d'échelle • Accroissement du pouvoir de négociation auprès de fournisseurs et des banques	• Risque (pas de possibilité de replier en cas de difficulté) • Harmonisation des politiques de chaque établissement
Concentration verticale	Regroupement d'entreprises fabriquant des produits complémentaires à des stades successifs du processus de production	• Sécurité de débouché et d'approvisionnement • Possibilité de recentrage sur une activité qui n'est pas touchée par la crise	
Concentration conglomérale	Regroupement d'entreprises fabriquant produits différents ou exerçant des actes disparates	Limitations des risques (ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier)	Image de marque floue

c-La petite et moyenne entreprise – la grande entreprise

Dans les pays industrialisés capitalistes (PIC) les grandes entreprises emploient une part importante des effectifs industriels (**50 à 70%**). Le Japon constitue l'exception qui confirme cette règle avec seulement **33%** des effectifs industriels employés dans l'entreprise. Dans les autres

secteurs d'activités, ce sont les petites entreprises qui assurent l'emploi de la moitié des effectifs. Le retour à la petite et moyenne entreprise remonte à la crise des années 70 avec le 1^{er} choc pétrolier qui a montré les limites de la grande taille. En effet les PME sont plus flexibles et permettent une adaptation rapide à la conjoncture. Elles ont l'avantage d'avoir une structure plus légère et l'anti année est plus conviale en leur sein aussi, les nouvelles technologies imposent de plus grande dimension. Cependant, on constate un certain retour de la grande taille ces dernières années avec le processus de mondialisation de l'économie pour une nation. C'est surtout la qualité des relations entre les PME et les grandes entreprises qui déterminent la santé de l'économie et plus particulièrement la solidarité du tissu industriel.

L'économie Japonaise est la confirmation de cette affirmation.

CHAPITRE II : LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES CAPITALISTES

III-LES TRENTES GLORIEUSES

Les trente glorieuses désignent la période allant de **1945 à 1973** c'est-à-dire de la fin de la 2^{ème} guerre mondiale au premier choc pétrolier. Cette période marque l'apogée du capitalisme.

De 1945 à 1973, les principaux pays capitalistes industrialisés ont connu une croissance de la production et de la productivité sans précédent. Le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de **5%** pendant cette période. C'est surtout le Japon et l'Allemagne, les deux vaincus de la 2^{ème} guerre mondiale qui ont enregistré les taux les plus élevés avec **9,7%** pour le Japon et **6%** pour l'Allemagne. Cette période faste a été appelée par l'économiste français **Jean FOURASTIE** « **les trentes glorieuses** ».

La croissance économique enregistrée dans ces différents pays industrialisés a été surtout caractérisée par une amélioration des conditions matérielles d'existence de la population. Elles ont été pour les pays industrialisés capitalistes une période de développement économique et social véritable.

II-INVESTISSEMENTS ET PROGRES TECHNIQUES

1-Définition

L'investissement est une opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production. C'est un flux qui vient renouveler ou accroître le stock de capital fixe.

Le progrès technique est l'ensemble des innovations qui entraînent une transformation ou un bouleversement des moyens et méthodes de production, de l'organisation du travail, des produits et des marchés, des structures de l'économie.

Pour les néo classiques, le progrès technique regroupe l'ensemble des éléments qui permet d'augmenter la production en gardant la quantité de capital et de travail inchangé.

2-Les différents types d'investissement

D'un point de vue économique, il existe trois types d'investissements : **l'investissement de remplacement, l'investissement de capacité et l'investissement de productivité ou de modernisation.**

- **l'investissement de remplacement** : Il est réalisé lorsque l'amortissement est effectif. C'est donc l'équivalent de l'amortissement car le matériel usé ou totalement amorti est remplacé par son identique ;

- **l'investissement de capacité** est réalisé dans l'objectif d'accroître la capacité de production. Il s'agit d'acquérir du matériel nouveau en vue d'accroître le stock de capital fixe existant ;

- **l'investissement de modernisation** : Il est réalisé pour augmenter le stock de capital fixe par l'acquisition des machines plus modernes et plus performantes. Il s'agit donc d'acquérir du nouveau matériel qui incorpore plus de progrès technique.

3-Les déterminants de l'investissement

Quatre facteurs agissent sur l'investissement : **la demande anticipée, la rentabilité escomptée ou profitable, la situation financière de l'entreprise, le coût relatif du capital et du travail.**

a-La demande anticipée

L'entreprise cherche à ajuster sa capacité de production à l'évolution des débouchés. Lorsqu'une entreprise reçoit des commandes supplémentaires alors que sa capacité de production est saturée. Elle est incitée à investir.

Ainsi l'augmentation durable de la demande exprimée par les commandes adressées à l'entreprise est un facteur d'investissement. Tout dépend de la durée de la demande, du niveau des stocks de l'entreprise, du taux d'utilisation de son capital productif et de la solvabilité de la demande additionnelle.

b-La rentabilité escomptée (espérée)

L'entreprise décide d'investir si elle escompte sur certains taux de profit. Plus précisément le taux de rentabilité prévu doit être supérieur au taux d'intérêt pratiqué par les banques.

En d'autres termes le rendement économique (**EBE/Capital fixe**) doit être suffisamment supérieur au coût réel des emprunts contractés auprès des banques. Toutefois que la rentabilité escomptée (**r**) est supérieure au taux d'intérêt (**i**) c'est-à-dire $r - i > 0$, l'entreprise est incitée à investir : c'est l'effet du levier de l'endettement.

c-La situation financière ou le rôle du profit

Une entreprise qui réalise des profits à une bonne situation financière. En cas de besoins elle peut facilement investir. En effet grâce à ses profits, elle finance elle-même ses investissements : c'est l'**autofinancement**. Elle peut aussi accéder facilement au crédit bancaire car la bonne santé financière lui garantit la confiance des banques : ce qui fait dire à un économiste allemand **Helmut Schnudt** : « **les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain** ».

d-Le coût relatif du capital et du travail

Si le coût du travail augmente plus vite que le coût du capital, les entreprises préfèrent toute chose égale par ailleurs substituer le capital au travail et automatise donc la production c'est-à-dire investir plutôt que d'embaucher. En effet l'entreprise choisit toujours la combinaison optimale ou la moins coûteuse lui permettant de réaliser le maximum de profit.

4-Investissement et croissance économique

a-Une composition de la demande

L'investissement joue un rôle important dans l'activité économique. Il est l'une des composantes de la demande des biens et services.

En effet il est assimilé à une demande de biens de production : $DG = C + I + G + X$

DG : Demande globale ; **C** : Consommation finale des ménages et des administrations

I : Demande de biens de production ; **G** : Dépenses sociales publique ; **X** : Les exportations

En tant que composante de la demande, toute augmentation de l'investissement entraîne une augmentation de la demande globale, une augmentation de la production et une augmentation du revenu national selon le principe du multiplicateur **Keynésien**. L'investissement est donc un facteur de croissance économique.

b-La transformation des conditions d'offre des biens et services

L'investissement exerce un effet positif sur les conditions de production des biens et services. En effet les investissements de productivité intègrent les dernières nouveautés du progrès technique.

Le progrès technique peut être considéré comme un processus général du développement et du perfectionnement des moyens et des méthodes de production destinée à la maîtrise de la nature par l'homme en réduisant de plus en plus l'effort humain. La mise en œuvre du progrès technique se traduit par des innovations.

Elle se situe toujours en aval de l'innovation. L'innovation est le résultat d'un long processus : **recherche fondamentale** → **à la découverte fondamentale** → **recherche appliquée** → **l'invention** →

l'innovation (la création du prototype) → **développement (production commerciale)**

L'innovation se présente sous plusieurs formes : l'innovation du produit, l'innovation des procédés de fabrication, l'innovation dans l'organisation du travail. L'innovation résulte d'une invention qui est le résultat d'une découverte sous la forme d'un produit ou d'un processus de production nouveau susceptible d'être breveté. L'innovation est généralement le fruit d'une recherche appliquée elle-même issue d'une découverte scientifique fondamentale.

La mise en œuvre industrielle ou commerciale de l'invention constitue des processus plus vastes de l'innovation selon l'économiste **Joseph SCHUMPETER**, l'innovation est à la base de la croissance économique et du cycle **Kondratieff**.

Elle est source de gain de productivité importante. A ce titre l'innovation constitue un important facteur de croissance économique. Elle est peut-être le fruit du hasard mais de plus en plus le résultat des recherches longues et coûteuses.

Plusieurs étapes se succèdent dans un processus de recherche :

-la recherche fondamentale : Elle est à l'origine des découvertes élargissant le champ des connaissances scientifiques : elle se traduit par l'apparition des nouvelles connaissances théoriques dans les domaines tels que **la mathématique, la physique, la chimie, etc.**

Les productions de la recherche fondamentale (**les découvertes**) sont diffusées dans des thèses et des articles qui sont publiés dans des revues spécialisées ;

-la recherche appliquée : Elle est à l'origine des innovations. La recherche appliquée consiste en une application pratique de la découverte scientifique fondamentale qui correspond à un besoin. Les produits de la recherche appliquée (**les inventions**) sont brevetables et à ce titre deviennent des produits marchands ;

-la recherche-développement : C'est l'ensemble du processus qui de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et au développement permet la découverte, l'invention et ses applications économiques.

Il s'agit de concevoir et mettre au point un prototype pour s'assurer de fiabilité industrielle (**conception du procédé technique de fabrication industrielle**) et économique (**étude du coût**).

Le développement correspond à la base initiale de l'innovation qui se poursuit par la production en série du produit et sa mise sur le marché. L'effort de recherche développement est mesuré par la **dépense intérieure de recherche développement (DIRD)**. C'est le Japon qui consacre la part la plus importante de son PIB à la recherche parmi les pays industrialisés capitalistes. Il est suivi de l'Allemagne et des Etats-Unis. D'un pays à l'autre ou dans un même pays, la nature de la recherche peut être différente : **publique ou privée, civil ou militaire.**

5-Investissement-Progrès technique-Emploi

La nature de l'investissement exerce une influence par la création d'emploi.

-L'investissement de remplacement est neutre c'est-à-dire qu'il n'entraîne ni création ni suppression d'emploi ;

-l'investissement de capacité exerce un effet positif sur la création de l'emploi car il s'accompagne toujours d'une création d'emplois. En effet l'arrivée des nouvelles machines venant s'ajouter aux anciennes machines conduit nécessairement à l'embauche de nouveaux travailleurs donc à une création d'emploi pour leur fonctionnement ;

-l'investissement de productivité exerce un effet ambiguë sur l'emploi. En effet dans un premier temps et à court terme, il supprime des emplois à cause des gains de productivité.

Dans un second temps et à long terme, les mêmes gains de productivité conduisent à un accroissement considérable de production favorisant ainsi la réalisation des économies d'échelles c'est-à-dire la baisse du coût unitaire qui à son tour permet la baisse des prix rendant ainsi accessible le bien à la majorité d'où l'augmentation de la demande. La réalisation de nouveaux investissements qui vont générer cette fois de nouveaux emplois qualifiés ;

-**l'impact du progrès technique sur l'emploi** est obtenu en comparant le taux de variation de la productivité au taux de variation de la productivité. Si celui de la productivité augmente plus vite que celui de la production cela conduit à une diminution des effectifs.

III-L'EVOLUTION DU MARCHE DU TRAVAIL

C'est l'ensemble des activités de transformation des matières premières en produits finis.

1-Le marché de travail

Définition

Le marché de travail est le lieu de rencontre de l'offre de travail ou la demande d'emploi. De cette rencontre résulte un niveau des salaires et des emplois effectifs. L'offre de travail qui est la demande d'emploi provient des ménages, la demande d'emploi qui est l'offre d'emploi provient des entreprises et des administrations.

2-Les déterminants du marché de travail

a-L'offre de travail

L'offre de travail constitue en quelque sorte la population active ; celle-ci subit l'influence de plusieurs facteurs. Il y a d'abord la démographie pure (**natalité et mortalité**) qui détermine le volume d'entrée ou de sortie sur le marché du travail à travers le solde naturel. Il y a ensuite le mouvement migratoire qui agit positivement et négativement sur la population active à travers le solde migratoire.

Il y a aussi la durée de la scolarité et l'âge de départ à la retraite. Il y a enfin le taux d'activité des femmes qui contribue à l'accroissement de la population active grâce à son niveau de plus en plus élevé.

Depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, la population active c'est-à-dire l'offre de travail n'a cessé d'augmenter dans les pays industrialisés capitalistes.

Elle a commencé à se stabiliser en **1982** en France alors qu'en Allemagne depuis **1988** la population la population avait commencé à décroître. Dans les pays industrialisés capitalistes, la population active a connu d'importantes transformations ;

-**la féminisation** : C'est l'augmentation de la part des femmes dans la population active. Dans tous les pays industrialisés capitalistes, le taux d'activité féminin n'a cessé de croître. A l'origine de cette féminisation se trouve la lutte de l'émancipation des femmes ; surtout l'instruction et la formation des femmes qui leur ont permis d'avoir les mêmes compétences professionnelles que les hommes. Il y a aussi le phénomène de la tertiarisation qui se traduit par la création d'emploi convenable au

genre féminin. On peut ajouter également aux facteurs de la féminisation le développement de la fonction politique et l'amélioration du statut social de la femme ;

-la salarisation : C'est l'augmentation de la part des salariés dans la population active. Ce phénomène a concerné tous les pays industrialisés capitalistes. Les taux de scolarisation de la population est de l'ordre de **70 à 80%**.

A l'origine du phénomène de la salarisation se trouvent le déclin des secteurs primaire et de l'artisanat, la concentration des entreprises, le développement de la fonction publique et le désir acquis de la sécurité sociale ;

-la tertiairisation : C'est l'augmentation de la part du secteur tertiaire (**services**) dans l'activité économique. Le tertiaire est un secteur d'activité à progrès technique simple. Les progrès techniques conduisent également à moins de suppression d'emplois que dans les autres secteurs d'activité. C'est le secteur tertiaire qui domine l'excédent de main d'œuvre provenant du primaire et du secondaire. La productivité y était faible, les emplois sont généralement conservés et les femmes en occupent aussi un grand nombre.

b-La demande du travail

Elle correspond à l'offre d'emploi c'est-à-dire à la création d'emploi dans les pays industrialisés capitalistes. Dans ces pays, seul le Japon et les Etats-Unis continuent encore à créer des emplois régulièrement. Quant à la France et l'Allemagne, le niveau de création reste faible car les emplois créés ne font que compenser pratiquement les emplois déjà supprimés. On peut remarquer également que les emplois créés sont surtout des emplois tertiaires et seul le Japon et les USA continuent à créer encore des emplois industriels. La création d'emploi dépend d'un certain nombre de facteurs : **le coût salarial et le niveau de demande de biens et services.**

3-Les analyses traditionnelles du marché de travail

a-La vision libérale ou néo classique

Pour les économistes libéraux, le marché de travail est un marché comme les autres et la force de travail est aussi une marchandise comme les autres. Dans leur vision appliquée toujours le marché de travail est en équilibre ou retourne automatiquement à l'équilibre.

Pour ces économistes, l'offre et la demande de travail dépendent du seul niveau des salaires.

Les seules formes de chômage envisageable par eux sont : **le chômage transitoire et le chômage volontaire.**

-Le chômage transitoire est un chômage passager, momentané donc temporaire. Il résulte des délais d'adaptation de l'offre d'emploi à la demande d'emploi. Les mécanismes du marché devant permettre un retour rapide à l'équilibre ;

-le chômage volontaire est le résultat d'un refus des travailleurs d'aller travailler parce que le niveau des salaires fixés par le marché est considéré comme trop faible.

Ainsi pour les économistes néo classiques, en dehors de ces deux formes de chômage, tout autre chômage est la conséquence des salaires trop élevés que les rigidités empêchent de baisser (**salaire minimum, syndicat, prestations sociales, etc.**) La solution au problème du chômage chez les libéraux réside dans la baisse des salaires.

b-La vision Keynésienne

L'approche keynésienne considère qu'il est illusoire de penser que les salaires peuvent fluctuer librement. Dans l'analyse keynésienne, le déterminant fondamental du niveau de l'emploi n'est pas le coût du travail c'est-à-dire les salaires, mais plutôt la demande effective c'est-à-dire la demande des biens et services adressée aux entreprises.

Ainsi lorsque les entreprises reçoivent des commandes, pour les satisfaire elles embauchent des travailleurs pour produire la quantité des biens et services nécessaires pour cela ; quelque soit le niveau des salaires. Par contre lorsque les perspectives de vente sont mauvaises, c'est-à-dire non-conforme à l'attente des entreprises, elles n'embauchent pas quand bien même que les salaires soient faibles ou à la baisse. Elles sont dans ce cas confrontées à la mévente et seront plutôt tenter de réduire la production donc supprimer des emplois.

En poussant cette analyse plus loin on voit que la baisse des salaires qui est la solution préconisée par les libéraux pour résorber le chômage constitue plutôt une source d'aggravation du chômage chez **Keynes**.

En effet la baisse du salaire équivaut à la baisse du pouvoir d'achat synonyme d'une baisse de la demande effective. La baisse des salaires est donc la source de la mévente qui conduit l'entreprise à réduire la production et en supprimant des emplois. Ainsi au lieu d'être une solution au problème du chômage la baisse des salaires devient une cause du chômage chez **Keynes**. Le mérite de **Keynes** réside dans le fait qu'il a lieu au marché du travail, au marché des biens et services et fonde son analyse du chômage sur le circuit économique global à la différence des libéraux qui se sont limités uniquement au marché du travail pour analyser le chômage. Pour les Keynésiens, la solution au problème du chômage réside plutôt dans l'augmentation des salaires qui est synonyme d'augmentation du pouvoir d'achat seul capable de maintenir durablement une demande effective importante.

4-Les nouvelles analyses du marché du travail

a-La théorie de la répartition

Pour les répartitionnistes, le revenu des salaires n'est que le résultat d'un rapport de force entre l'employeur et l'employé c'est-à-dire entre syndicat et patronat, chacun voulant s'approprier une partie importante de la valeur ajoutée. Pour les répartitionnistes une saine répartition de la valeur ajoutée entre salaire et profit est capable d'assurer le plein emploi.

b-La théorie du déséquilibre

Les théories du déséquilibre pensent que les prix et les salaires sont rigides dans la réalité. Le chômage libéral (classique) et le chômage keynésien peuvent coexister ou se succéder.

c-L'école de la régulation

Pour les tenants de cette école, l'équilibre du marché du travail dépend du rapport salarial qui caractérise les relations entre salariés et patrons, ces rapports ont évolué dans le temps jusqu'en 1929, l'Etat n'intervient pas dans l'activité économique et les salaires fluctuent librement c'est la régulation concurrentiel. Pendant les trentes glorieuses l'Etat est intervenu dans l'activité économique pour régler et soutenir la demande (**salaire minimum, prestation sociale, etc.**)

5-Les effets de la crise sur le marché du travail

a-La montée du chômage

La crise a eu un impact considérable sur le marché du travail dans l'ensemble des pays industrialisés capitalistes. On a assisté partout à la montée du chômage. Le Japon est le seul qui est resté proche du plein emploi avec un taux de chômage de près de **3%**. Dans tous les autres pays, au plus profond de la crise (**1983-1984**), le taux de chômage a atteint et même dépassé les **10%**. A partir de **1985** on a assisté à une certaine stabilisation suivie d'une amélioration du marché du travail. Dans les pays industrialisés capitalistes, en matière de chômage on peut constater que certaines catégories de personnes ont été plus touché que d'autres en l'occurrence les jeunes et les femmes.

Ces catégories se sont révélées plus vulnérables au chômage pour un certain nombre de raison. Au niveau des femmes, il y a surtout le fait qu'elles sont moins syndiquées et elles se contentent généralement d'appoint (**complément**) et connaissent aussi l'absentéisme.

Au niveau des jeunes, la raison principale de leur vulnérabilité devant le chômage reste le manque d'expérience.

A côté des jeunes et des femmes, il y a les non diplômés et les moins diplômés qui ne sont pas polyvalents, qui sont victimes de la course aux diplômes des entreprises.

b-Les segmentations du marché du travail

-Définition : La segmentation du marché de travail est la répartition de ce marché en plusieurs compartiments soumis à des régulations différentes ;

-les circonstances de l'éclatement du marché du travail : Pendant les trentes glorieuses les entreprises des pays développés à économie de marché étaient fixées à une demande dynamique et importante. Malgré les importants gains de productivités, elles manquaient de main d'œuvre et de politique pour attirer et fidéliser cette main d'œuvre. Elles lui accordaient des avantages multiples, des conditions de travail, de carrière, de congé. La crise est venue fragiliser les entreprises sur le marché des biens et services mais les a donné une position de force sur le marché du travail.

En effet face à l'instabilité et parfois à la diminution des débouchés, elles doivent diminuer leur embauche et leur effectif et rendre le personnel plus flexible. La crise a servi également de prétexte

pour revenir sur les avantages consentis dans la période de prospérité. La stratégie envisagée par elles en matière de personnel a été la segmentation du marché du travail qui permet une nouvelle gestion de ce personnel ;

-les différents types de marché du travail : On distingue essentiellement le marché primaire, le marché secondaire, le marché interne et le marché externe.

***Marché primaire-marché secondaire :** En période de crise, les cours du marché restent une nécessité car l'entreprise a toujours besoin d'un noyau « **noyau dur** » de main d'œuvre qualifiée et stable.

***Le marché primaire ou marché centrale** est l'ensemble des travailleurs indispensables au bon fonctionnement des entreprises. Il s'agit essentiellement de la main d'œuvre qualifiée et syndiquée bénéficiant de salaires élevés et d'avantages sociaux importants (**sécurité sociale**). Pendant cette période elle a aussi de plus en plus recours au marché secondaire ce qui accroît l'instabilité de l'emploi. Le marché secondaire ou marché périphérique est représenté par les travailleurs qui constituent une main d'œuvre d'appoint présentant des caractéristiques inverses à celle du marché primaire : **absence de syndicat, absence de sécurité, sociale salaire faible, etc.**

C'est cette main d'œuvre d'appoint qui joue le rôle d'amortisseur des fluctuations de l'activité économique c'est-à-dire des crises.

***Le marché interne - marché externe :** A ce niveau la distribution porte sur les modalités de recrutement et de promotion. Le marché interne à l'entreprise est la main d'œuvre qui bénéficie de la promotion interne et concerne donc essentiellement les emplois offerts à la main d'œuvre déjà employée en guise de promotion. Quant au marché externe, il concerne les emplois pourvus par voie de recrutement sur le marché externe à l'entreprise. Sur ce marché interne, les avantages accordés se traduisent par l'exclusion des offres provenant du marché externe. Les avantages du marché interne sont la connaissance des rouages de l'entreprise par les cadres déjà employés, la promotion et la motivation du personnel. L'inconvénient est qu'un tel marché exige une politique de formation soutenue du personnel qui peut être coûteux pour l'entreprise ou l'avantage du marché externe est qu'il offre un éventail de choix plus large de possibilité d'avoir un cadre doté d'une formation et d'une qualification très élevées. L'inconvénient est qu'il n'y a pas de promotion ou de motivation du personnel et le nouveau venu, malgré ses compétences méconnaît les rouages de l'entreprise et a besoin d'une période d'adaptation qui peut être longue et conflictuelle.

c-La précarisation de l'emploi

Du modèle de l'emploi typique qui s'était développé pendant les trentes glorieuses à succéder une multitude d'emplois typiques en emplois précaires s'écartant du contrat de travail traditionnel.

L'emploi typique ou l'emploi total présentait les caractéristiques suivantes :

***Un seul emploi, un seul employeur, un seul lieu de travail, un contrat à durée indéterminé (CDI), un travail en temps plein, un plan de carrière, le bénéfice de la sécurité sociale, l'adhésion à un syndicat, les salaires élevés.**

Avec la crise les emplois précaires ont fait leur apparition et présentaient ces caractéristiques contraires à l'emploi typique. L'emploi précaire présente les caractéristiques suivantes :

***emploi à temps partiel, contrat à durée déterminé (CDD), emploi par extrême stage pour acquisition d'expérience, stage de formation.**

En matière de stage dans les pays développés plusieurs formules ont été expérimentées. Ainsi en France avant 1989, il y a eu les travaux d'utilité collective (**TUC**) qui ont été effectués pour le compte des entreprises publiques et des administrations. En septembre 1989, les travaux d'utilité collective ont été remplacés par le **contrat, emploi, solidarité (CES)** et au niveau des entreprises privées ce sont les **stages d'initiation à la vie pratique (SIVP)** qui ont été expérimentés.

d-La flexibilité du travail

Définition

La flexibilité du travail est l'ensemble des mesures permettant à l'entreprise d'adopter l'effectif de ses travailleurs aux fluctuations économiques du moment sous l'effet de la vie. Le marché du travail était donc devenu flexible.

En effet selon certains analystes, le fort volume de chômage constaté dans les pays développés était imputable à l'existence de certaines rigidités qui empêchent le marché du travail à fonctionner normalement.

Ces rigidités sont salariales (**salaires trop élevés, salaires minimum, cotisation sociale**), réglementaires (**poids de l'Etat, des syndicats**) ou concernent la gestion des effectifs (**contrainte de l'ajustement de l'emploi effectif à l'emploi désiré**). Pour revenir à l'équilibre c'est-à-dire au plein emploi, les analystes pensent qu'il est nécessaire de rendre au système productif une certaine flexibilité afin que celui-ci s'adapte à moindre coût aux fluctuations de l'activité économique.

LES DIFFERENTS TYPES DE FLEXIBILITES

Temps partiel, temps de travail à la durée légale hebdomadaire

TYPES DE FLEXIBILITE	OBJECTIFS VISES	MOYENS UTILISES	EXEMPLES
QUANTITATIVE	Répondre aux fluctuations du volume de l'activité économique	Licenciement, forme particulière d'emploi, externalisation	CDD, intérim, autorisation, administration, de licenciement
INTERNE	Faire varier la durée du travail	Temps partiel, chômage partiel, heures supplémentaires	

EXTERNE	Faire varier les effectifs	Licenciement, sous traitance	
QUALITE (FONCTIONNELLE)	Répondre aux variation de la composition de la demande	Politique de formation	Usine flexible, robots programmables
MAIN D'ŒUVRE ET CAPITAL	Accroître la polyvalence	Autorisation	
SALARIAL	Réduire les coûts salariaux (salaire plus cotisation sociale)	Retour au SMIG, réduire l'insuffisance des syndicats, désengagements de l'Etat	Travail d'utilité collective, stage d'initiation à la vie pratique, grève aux USA et au Royaume uni

6-L'organisation scientifique du travail

a-Taylorisme et fordisme

Taylor et Ford se sont fait distinguer dans l'organisation scientifique du travail en proposant et en mettant en œuvre des méthodes d'organisation du travail. Au sein des entreprises ces méthodes consistent à une division du travail en le répartissant entre les individus ou les groupes d'individus spécialisés dont les activités restent complémentaires. Généralement il s'agit de la séparation des tâches d'exécution et de conception.

-Le taylorisme : Le taylorisme est une méthode d'organisation scientifique du travail proposé par un ingénieur américain, **Frederick Winslow TAYLOR** (1856-1915). Il est basé sur la division verticale et horizontale du travail. Le taylorisme vise l'amélioration de la productivité de la main d'œuvre par la recherche de la méthode de travail la plus efficace « **the one best way** » ; le taylorisme est basé sur deux principes : **le premier principe est la séparation** entre le travail d'exécution effectué par les ouvriers spécialisés et le travail de conception effectué par les ingénieurs et le bureau des méthodes.

Une telle séparation permet une plus grande efficacité du travail car les ouvriers se voient confier seulement des tâches simples à répéter, le travail est ainsi divisé en fonction des compétences. C'est la division du travail. **Le deuxième principe** repose sur la parcellisation du travail.

Cela consiste à décomposer le travail en un certain nombre de tâches simples qui seront analysés afin de supprimer les gestions initiales et déterminer pour chaque opération ou pour chaque tâche les outils appropriés et le temps nécessaire. Taylor propose ainsi la division horizontale du travail dans laquelle chaque ouvrier se voit confier une tâche élémentaire déterminé à exécuter en permanence. Taylor avec sa division horizontale et verticale du travail a conduit à une requalification de ce dernier et remis en cause le concept de métier.

-le fordisme : Le fordisme est une méthode d'organisation scientifique du travail mis au point par **Henry FORD** 1854-1947 aux Etats-Unis. Il est caractérisé par l'importance de la chaîne de production. C'est dans les années 1910 que **Ford** a approfondi l'œuvre de **Taylor** en y ajoutant plusieurs

innovations. La **1^{ère} innovation** est le convoyeur ou la chaîne de montage qui permet d'apporter devant chaque poste de travail les pièces nécessaires. Ce ne sont donc plus les ouvriers qui se déplacent pour aller chercher mais c'est plutôt les pièces qui se déplacent et passent devant tous les postes de travail. Cela a réduit considérablement les temps morts et obligent les ouvriers à travailler à une cadence plus ou moins élevée.

La **2^{ème} innovation** a été la **standardisation** des pièces et des produits. Ce qui permet la production en grande série. Ainsi dans les usines **FORD** on produisait un seul modèle de voiture sans variante de couleur et de forme. Le fordisme qui constitue une parcellisation extrême du travail a permis d'employer une masse importante de travailleur non qualifiée composée d'anciens paysans et d'émigrés.

-l'innovation la plus importante a été le « **five dollar day** » qui constitue une conception du fordisme correspondant à un modèle de croissance économique dans lequel les gains de productivité favorise une augmentation des salaires et par conséquent une consommation de masse. C'est pourquoi en **1914 Ford** a décidé de faire passer le salaire de ses ouvriers de **2,04\$ à 5\$** par jour. A l'origine de cette mesure il y avait deux objectifs : dans **un 1^{er} temps** maintenir ses ouvriers en empêchant ceux-ci d'abandonner le travail parce que les salaires sont faibles et dans **un 2nd temps Ford** voulait faire en sorte que les travailleurs deviennent les principaux débouchés de leur production.

La crise de 1925 est considérée comme un effet avec les innovations apportées au taylorisme par **Henry FORD**. La production avait considérablement augmenté. Le principal problème était alors celui des débouchés pour l'écoulement de la production. Tout le mérite revient à **FORD** d'avoir non seulement contribué à augmenter la production en distribuant des revenus c'est-à-dire en créant le pouvoir d'achat qui est le seul remède contre les méventes.

b-La crise de l'organisation scientifique du travail (OST)

-**les manifestations de la crise** : A partir des années 1960, les gains de productivité vont ralentir partout dans les pays développés et de l'organisation scientifique du travail. Dans les usines on assiste une augmentation de l'absentéisme et les taux de turn over devenaient de plus en plus importants. On assiste également à l'apparition des comportements d'indifférence à l'égard du travail.

Le travail parcelliser après avoir permis à la majorité des travailleurs notamment les non qualifiés d'accéder au travail a fini par être rejeté conduisant ainsi l'organisation scientifique du travail à une crise profonde qui va la rendre inadaptée aux nouvelles conditions de la concurrence. L'**organisation scientifique du travail** a été conçue pour la production en grande série. Elle est utile tant que la demande reste connue et non sujette des modifications dans le temps. Lorsque les changements interviennent dans la demande cela compromet tous les avantages qui sont liés à l'**organisation scientifique du travail**.

Taux de turn over= (nombre de sortants ou entrants/effectif moyen de l'entreprise)*100

L'organisation scientifique du travail est devenue un handicap lorsqu'on a été confronté à la nécessité d'un renouvellement accéléré et d'une variation des modèles suite à la modification de la demande. Dans une telle situation, la production en petite série s'impose et avec elle l'atelier flexible et l'automatisation (**atelier flexible= atelier qui produit ou fabrique plusieurs modèles**).

L'organisation scientifique du travail a été conçue sur la base d'un modèle unique. Avec l'organisation scientifique du travail les travailleurs sont obligés d'avoir une capacité d'analyse et une participation responsable à la vie de l'entreprise. L'automatisation s'accompagne du chômage qui frappera sur tous les non qualifiés et moins qualifiés. En résumé la différenciation des goûts du public, la nécessité de l'automatisation à travers les ateliers flexibles sont les deux facteurs qui sont à l'origine de la crise de l'Est. Pour remotiver les travailleurs plusieurs aménagements ont été apportés :

-la rotation des heures : il s'agit de rompre avec la monotonie ;

-l'élargissement des tâches : il s'agit de confier à l'ouvrier plusieurs tâches qui sont complémentaires ;

-l'enrichissement des tâches : il s'agit de donner à l'ouvrier une responsabilité dans les études, l'exposant ainsi à une certaine autonomie dans la prise de certaines décisions ;

-le cercle de qualité : Ce sont les conseils de s travailleurs qui se réunissent librement pour identifier, analyser et préconiser des solutions aux problèmes et remonter quotidiennement dans leur travail ;

La participation ou le partenariat : Il s'agit d'intéresser les travailleurs au résultat de l'entreprise.

c-La nouvelle forme d'organisation scientifique du travail : le toyotisme

Le toyotisme est un modèle d'organisation scientifique du travail mis au point et introduit dans la firme de construction automobile **TOYOTA** par **Taïchi OHNO**. Cette nouvelle méthode d'organisation du travail marque le passage du taylorisme au **toyotisme**.

Le toyotisme a été conçu pour s'adapter à un contexte de croissance lente qui a commencé depuis la crise de 1973 et aux conditions d'une diversification de la production. Selon son concepteur cette nouvelle méthode d'organisation du travail repose sur **deux principes** :

-la production juste à temps : Il s'agit de donner la priorité à l'aval (**après**) sur l'amont (**l'amont**). En effet pour le toyotisme la logique parle des commandes qui sont adressées à l'entreprise (**amont**) pour remonter à la production (**aval**). L'objectif reste la production de quantité demandées et seulement les quantités dans les délais convenus : c'est le principe du **zéro stock** ;

-l'auto-activation : Ce principe consiste à doter les machines et les ouvriers des ateliers d'une certaine autonomie afin d'avoir des mécanismes de non arrêt de la production en cas d'anomalie constante.

CHAPITRE III : LA CRISE DES ANNEES 70-80 ET LES POLITIQUES ANTI CRISES

I-LE CARRE MAGIQUE

C'est une représentation graphique de la situation économique à partir de 4 indicateurs : **le taux de croissance du PIB, le taux de chômage, le taux de croissance des prix à la consommation et le solde de la balance des transactions courantes (en % du PIB)**. Il s'agit d'un carré imaginé par l'économiste Britannique **Nicolas KALDOR** pour l'**OCDE** parce que les pays appartenant à cette organisation retenaient ces 4 indicateurs comme les principaux objectifs de leur politique : **la croissance économique, le plein emploi de la main d'œuvre, la stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs**.

Le carré est réputé magique parce que l'expérience prouve qu'il est très difficile d'atteindre simultanément les 4 objectifs du moins à court terme.

En effet une politique de relance de l'activité économique destinée à réduire le chômage risque fort d'avoir des conséquences inflationnistes et d'entraîner un déficit du commerce extérieur. Aussi une politique de désinflation (**baisse des prix**) contenu n'autorise le taux de croissance sensiblement supérieur à celui des principaux partenaires commerciaux et peut provoquer une augmentation du taux de chômage.

Plus la surface du quadrilatère correspond aux statistiques d'un pays à un période donnée, plus la situation économique s'améliore ; si elles s'éloignent de la surface théorique du carré magique plus la situation économique se détériore.

La déformation du quadrilatère dans une direction particulière fournit de plus une indication sur l'efficacité de la politique économique dans tel ou tel domaine.

II-LES CARACTERISTIQUES DE LA CRISE DES ANNES 70-80

Les trentes glorieuses ont laissé la place aux moroses qui présentent les caractéristiques suivantes :

1-Ralentissement de la croissance économique

Les taux de croissance économique ont baissé de moitié dans les pays développés à économie de marché (**PDEM**) pour ne représenter que **1,5% à 2%** en moyenne chaque année. Malgré la crise, le PIB a néanmoins continué à augmenter à la différence de la grande dépression des années 30. La crise a surtout été ressentie dans le domaine industriel entraînant ainsi une diminution de la production industrielle mondiale entre **1979** et **1982**. Le ralentissement de la croissance n'a épargné aucun pays.

2-L'inflation

Les 20 moroses ont été marquées par la flambée des prix dans les pays industrialisés capitalistes. L'inflation est passée aussi d'une moyenne de **4%** sur la période 1963-1972 à une inflation à deux chiffres. On a alors parlé d'inflation **galopante** dans ces pays. Deux pics ont été mis en évidence

1974-1975 1980-1981 correspondants aux deux chocs pétroliers c'est à partir de 1981 qu'on a assisté dans les pays développés à économie de marché à un vaste mouvement de désinflation.

3-Le chômage

Après une situation de quasi plein emploi en 1969, le taux de chômage a augmenté dans tous les pays de l'**OCDE** pour atteindre son sommet à **8,3%** en moyenne. Le Royaume uni et les USA étaient les plus touchés avec respectivement **13,1%** et **9,5%** de taux de chômage. Seul le Japon reste proche du plein emploi avec un taux de chômage de **2,6%** en 1983.

Les deux chocs pétroliers sont à l'origine de l'apparition d'une nouvelle situation : **la stagflation** qui est la coexistence d'une croissance économique faible et d'une inflation importante.

4-Les différents déséquilibres

a-Les déficits extérieurs

La balance des opérations courantes était restée équilibrée jusqu'en 1974-1975 dans les pays développés à économie de marché (**PDEM**). Après cette date, on a distingué deux catégories de pays ; la **RFA** et le **Japon** qui sont restés largement excédentaires et les autres avec en tête les **USA** qui sont déficitaires. C'est ainsi qu'à la fin des années 1980, le déficit Américain avait atteint **154 milliards de dollar US**.

b-Les besoins de financement des administrations

La crise des années 70-80 a sérieusement perturbé la comptabilité publique des pays industrialisés capitalistes (**PIC**) notamment en 1975 et en 1982. Les stabilisateurs économiques ont été gravement affectés. La crise s'était soldée par une alliance de croissance économique ce qui a entrainer une augmentation du chômage et des dépenses publiques mais également la baisse des recettes de l'Etat. Le déficit budgétaire était devenu partout la règle tout comme la montée de l'endettement de l'Etat. Ainsi en 1982 la dette des USA avait atteint **3000 milliards de dollar SA** alors que l'ensemble des pays du tiers monde totalisait une dette de **1200 milliards de dollar US**.

III-LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA CRISE DES ANNEES 70-80

1-Les facteurs conjoncturels, la mise en cause du pétrole

Les deux chocs pétroliers ont bouleversé l'économie mondiale. Le 1^{er} choc pétrolier né de la guerre du **Kippour** en 1973 a conduit à une multiplication par 5 du prix du pétrole. Le deuxième choc pétrolier né de la révolution iranienne de 1979 et de la guerre Iraq ont entrainé le doublement du prix du pétrole de 79-80. Cette crise de l'énergie a eu d'énormes conséquences sur l'activité économique.

Dans un 1^{er} temps l'augmentation du prix du pétrole alourdit considérablement les dépenses de consommation interne et la hausse des prix se répercute sur l'ensemble de l'économie. Dans un 2nd temps, l'augmentation de la facture des importations énergétiques a entrainé une contraction du revenu disponible destiné aux investissements et aux autres consommations : ce qui agit

négalement au niveau de la demande nationale et mondiale. Le ralentissement de la demande a provoqué la stagnation de la production et la montée du chômage.

Cependant l'ampleur de la crise des années 70-80 a été tel qu'on ne peut pas imputer tout aux seuls chocs pétroliers. Ils ont sûrement provoqué le déclenchement de la crise. On a ainsi noté que le montant des dépenses énergétiques ne représentait que **1% du PIB** des PIC. La réalité est que d'autres indicateurs s'étaient déjà détériorés avant **1973**.

2-Les causes profondes de la crise

a-La crise de l'innovation

La crise des années 70-80 marque le retournement du cycle Kondratieff et coïncide avec la fin des innovations porteuses des années 1950 (**automobiles, biens d'équipement ménagers, etc.**) Avant la crise, les innovations étaient devenues moins nombreuses et moins créatrices d'emploi.

b-La crise de l'intervention de l'Etat

Selon certains analystes, l'Etat intervenait trop et mal dans l'activité économique. Les prélèvements opérés étaient excessifs : **45,6% du PIB en 1985** en France ; **38,1%** au Royaume uni et **28%** au Japon. Une telle intervention de l'Etat décourage l'initiative privée et les investissements. Elle favorise la fraude et le travail au noir.

D'une manière générale les dépenses de l'Etat ne sont pas efficaces où elles ne servent qu'à la bureaucratie. Les dépenses de relance Keynésienne qui ont été effectuées n'ont fait qu'empirer la situation en favorisant la flambée des prix c'est-à-dire l'**inflation**.

c-La crise du fordisme

La crise de l'organisation scientifique du travail (**OST**) a provoqué un ralentissement de la productivité alors qu'au même moment les besoins de financement des entreprises n'ont cessé d'augmenter. Les gains de productivité obtenus ne suffisaient plus pour financer les investissements et les salaires.

d-La crise monétaire

Le système monétaire international hérité de **BRETTON WOODS** s'est effondré à la suite de la déclaration du président **NIXON** en 1971 sur la non convertibilité du dollar en or. Or cela entraînait une désorganisation du système monétaire mondiale.

IV-LES POLITIQUES ANTI CRISES OU LES POLITIQUE ECONOMIQUES

Une politique économique est l'ensemble des moyens et des mesures mis en œuvre par les pouvoirs publics pour résoudre les difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés à court, moyen et long terme.

1-Les politiques conjoncturelles

C'est la politique économique de court terme. Elle comporte 3 éléments : **la politique budgétaire, la politique monétaire et la politique des taux d'échanges.**

2-La politique structurelle

C'est la politique économique de moyen et long terme qui se résume à la politique industrielle et à la politique des revenus. La politique conjoncturelle et la politique structurelle utilisent un certain nombre d'éléments et visent aussi un certain nombre d'objectifs qui sont les suivant :

Au niveau de la politique conjoncturelle :

-la politique budgétaire utilise comme instrument le budget de l'Etat à travers ce budget elle vise deux objectifs :

*relancer la demande et l'emploi ; cela passe par l'augmentation des dépenses publiques et les salaires. On utilise alors le déficit budgétaire qui va se traduire par un endettement de l'Etat.

*ralentir l'activité économique, combattre l'inflation ; cela nécessite la rigueur et passe par la diminution des dépenses publiques et des salaires. Cela se traduira par une augmentation des prélèvements ;

Au niveau de la politique monétaire

-plusieurs instruments sont utilisés : **le taux d'escompte, l'encadrement du crédit, les réserves obligataires, l'open market.** L'objectif de la politique monétaire est soit une croissance expansionniste qu'on obtient en soutenant la demande soit un ralentissement économique qu'on obtient en prenant les mesures restrictives pour refroidir la machine économique et lutter contre l'inflation ;

-la politique des taux de change utilise comme instrument :

***la monnaie forte ; en réévaluant** : A travers la réévaluation, l'objectif visé est d'amener les entreprises à faire des efforts de productivité.

***la monnaie faible ; la dévaluation** : A travers la dévaluation, l'objectif visé est la relance des exportations.

Au niveau de la politique structurelle, la planification utilise le plan comme instrument ; celui-ci peut être incitatif ou impératif. L'objectif de la planification reste l'orientation des décisions d'investissements des entreprises.

La politique industrielle utilise comme instrument les subventions et les nationalisations. Son objectif est de contrôler les secteurs clés de l'économie, lutte contre les monopoles et constitue une vitrine sociale.

La politique des revenus utilise comme instrument la fiscalité et augmente la part des salaires ou des profits dans la valeur ajoutée et les prix en contrôlant ou en gelant certains prix.

La politique des revenus a comme objectif la correction de certaines inégalités sociales, la relance de la machine économique et la lutte contre l'inflation.

V-DEUX EXEMPLES DE POLITIQUES ECONOMIQUES

1-La politique keynésienne en France de 1981 à 1988

a-Les mesures prises

De juin 1981 à mars 1989, l'Etat Français a réévalué neuf fois le SMIG, soit plus de **40%** d'augmentation. Il a augmenté les prestations sociales à travers les dépenses de santé, le minimum vieillesse, les allocations de chômage. Il a aussi créé 24000 emplois publics et nationalisé les grandes entreprises et les banques. On est passé aux **39 heures et la 5^{ème} semaine de congé payé**. Au total la relance a coûté **80 milliards de francs français**.

b-Les résultats

La relance a abouti à une augmentation de la production de 1980 à 1982 au taux de **2,5%** alors que les autres pays sont restés confrontés à la récession. Par contre l'inflation a été prononcée et le différentiel d'inflation avec les autres pays partenaires était considérablement élevé.

Dès 1989 le déficit extérieur avait dépassé les **1000 milliards** atteint en 1982 contre **50 milliards** en 1981. Le déficit budgétaire avait atteint les **3%** du PIB.

c-La mise en place de l'austérité

La relance a été confrontée à la contrainte extérieure car les prix et la production ont augmenté plus fortement en France que dans les autres pays. Cela a entraîné une baisse au niveau des exportations et une augmentation au niveau des importations. Pour combattre le déficit extérieur, la France a dévalué 3 fois sa monnaie de **1982 à 1983**. Pour lutter contre le déficit budgétaire les salaires ont été gelés et le crédit a été plafonné, les prélèvements (**impôts, cotisations sociales**) ont été augmentés et les dépenses publiques ont été maîtrisées.

II-LES POLITIQUES AMERICAINES DE RONALD REAGAN (1980-1988)

a-Les principes

La politique économique de Reagan a été basée sur les théories monétaires et sur la théorie de l'économie de l'offre.

Pour les économistes monétaristes avec à leur tête **Milton FRIEDMAN**, il existe un taux naturel de chômage ; toute tentative visant à faire baisser ce taux n'aboutit qu'à l'augmentation des prix c'est-à-dire à l'inflation. La seule politique économique qu'il convient de mener est la surveillance de la quantité de monnaie en circulation.

Tout excès de création de la monnaie peut entraîner l'inflation, pour les économistes de l'offre avec **Arthur LAFFER** comme chef de file ; « **trop d'impôt, tue l'impôt** ». En effet une trop forte imposition diminue les entrées fiscales et décourage l'activité économique tout en conduisant à la fraude et au travail au noir. La réduction des impôts est donc une mesure susceptible de relancer l'activité économique et de générer assez d'impôts pour l'Etat, évitant ainsi le déficit budgétaire.

b-Les mesures prises et les résultats

Il y a lieu de distinguer deux phases :

-1^{ère} phase 1980-1982 : Au niveau de la politique budgétaire, le programme **ERTA (Ensemble des lois qui protègent le recouvrement des impôts)** a prévu de fortes baisses d'impôts et des dépenses civiles tout en maintenant les dépenses militaires à un niveau élevé.

Un grand mouvement de déréglementation sur le plan de l'emploi et de la concurrence a accompagné ce programme. Au niveau de la politique monétaire **Paul VALVER** qui préside aux destinées de la **FED (Reserve fédérale des Etats-Unis)** contrôle la croissance de la masse monétaire ; cela s'est traduit par une augmentation du taux d'intérêt qui est passé de **5% à 15%**.

Pendant cette 1^{ère} phase l'augmentation des taux d'intérêt a empêché toute reprise de l'activité économique plongeant ainsi les USA et le reste du monde dans une récession économique. Il en résulte un chômage massif. Les fortes baisses d'impôts ont conduit également à un déficit budgétaire important.

C'est ainsi qu'à la fin de 1982 il y avait 12 millions de chômeurs aux USA et le déficit budgétaire s'élevait à 200 milliards de dollar US.

-2^{ème} phase 1983-1988 : En 1983, le gouvernement a fait marche arrière en mettant en œuvre le programme **TEFRA**. Ce programme se résume essentiellement en une série d'actes et de mesures visant à augmenter les impôts. La **FED** a relancé sa politique monétaire en faisant baisser les taux d'intérêts.

Cela a permis une relance de la consommation et de l'investissement. Grâce au programme **TEFRA**, l'économie américaine a connu une forte reprise accompagnée d'une désinflation et d'une baisse du chômage grâce à la création de **6 millions d'emplois** de novembre à juin 1984. En 1989, le taux de chômage n'était que **5,5%** de la population active.

Cette reprise de l'économie américaine s'est aussi traduite par une dégradation des échanges extérieurs à cause de la montée du dollar dont l'unité équivalait à **10 francs français**. Déjà en 1984 le déficit extérieur avait atteint **100 milliards de dollar US**.

CAPITRE IV : LES TRANSFORMATIONS SOCIALES

I-LA STRUCTURE DES CLASSE

1-Définition

Les classes sociales sont les groupes sociaux de grandes dimensions nées de la division sociale du travail, des inégalités, des conditions d'existence et des relations de pouvoir. Ces groupements plus ou moins homogènes sont caractérisés par des conditions matérielles d'existence nouvelles et un style de vie général qui leur sont propres ainsi qu'une tendance à l'hérédité (**reproduction sociale**).

Les classes sociales peuvent constituer des communautés et agir comme acteur collectif. La bourgeoisie, la classe ouvrière, la paysannerie, etc. sont les classes le plus souvent répertoriées dans les pays industrialisés capitalistes (**PIC**).

2-La classification des individus

Il s'agit de savoir comment classer les individus dans des groupes sociaux de telle sorte qu'il soit le plus homogène possible. Deux grandes écoles se sont penchées sur cette question.

a-La classification selon les Marxistes

Pour les **Marxistes** l'appartenance d'un individu à tel ou tel groupe est défini par sa position dans le processus de production. Il s'agit en d'autres termes de sa possession ou non des moyens de production. Ainsi pour l'école **Marxiste**, il n'existe que deux classes sociales : **la bourgeoisie** (ceux détiennent les moyens de production) et **le prolétariat** (ceux qui vendent leur force de travail).

b-La classification selon les fonctionnalistes

Ce courant de pensée avec à sa tête **Max WEBER** en Allemagne et **Pearson** aux USA met l'accent sur les critères économiques, surtout pour déterminer l'appartenance d'un individu à telle ou telle classe. Ces critères économiques sont : **la profession, le niveau de revenu, le niveau de consommation, etc.**

Cette conception des classes sociales a conduit l'**INSEE** en France à adopter la nomenclature des catégories socioprofessionnelles (**CSP**) devenue en 1982 la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (**PCS**).

3-L'évolution des classes sociales dans les PIC

a-Le développement des classes moyennes

Le concept de classe moyenne est apparu dans les années 1930. Le sociologue Français **Albwache** 1851-1945 définit les classes moyennes comme étant des catégories de personnes ayant un revenu et un patrimoine de niveau moyen, intermédiaire entre le niveau de revenu des classes supérieures et celui des classes populaires.

En réalité cette notion de classe moyenne ainsi définie est assez floue car les catégories de personnes ainsi rassemblées présentent des caractéristiques fortes différentes sur le plan professionnel et politique.

b-La désagrégation de la classe ouvrière

Avec le phénomène de la désindustrialisation, les effectifs de cette classe se sont considérablement réduits mais parallèlement on a aussi assisté à une amélioration des conditions de matérielles d'existence des ouvriers.

Ainsi **50%** des ouvriers vivent dans des maisons individuelles dont **37%** sont propriétaires de leurs logements. De plus en plus d'ouvriers partent en vacances, ont des voitures et disposent d'un niveau d'équipement de ménage élevé. D'une certaine manière on peut considérer que la majorité des ouvriers ont de nos jours un niveau de vie élevé.

On est alors amené à se demander si la classe ouvrière jadis défavorisée et exploitée n'avait pas disparue ou si elle s'est tout simplement embourgeoiser. Ces questions ne sont faciles à répondre.

Car si les conditions de vie et de travail des ouvriers se sont nettement améliorées, la classe ouvrière a néanmoins conservé un certain nombre de spécificité en gardant la position du dominé et exploité dans le processus de production.

Malgré l'amélioration de ces conditions, les ouvriers ne sont pas devenus les propriétaires des moyens de production.

c-L'exemple des employeurs

Théoriquement un groupe social est d'autant plus fort, plus structuré qu'il se retrouve en dehors du lieu de travail, dans un milieu homogène, partageant les mêmes joies et les mêmes peines. Dans les PIC, ce sont les paysans et les ouvriers qui répondent à un tel comportement.

Quant aux employeurs étant assez homogène sur le lieu de travail, ils ont des comportements radicalement différents en dehors de leurs activités professionnelles.

II-LA MOBILITE SOCIALE

a-Définition et caractéristiques

La mobilité sociale est le trajet accompli par un individu dans l'espace social. Il s'agit généralement d'un changement de statut social par rapport à ses parents ou d'un changement lié à la carrière professionnelle de l'individu. Il y a lieu de distinguer :

-**la mobilité intragénérationnelle** : C'est la mobilité de l'individu au cours de sa vie professionnelle ;

-**la mobilité intergénérationnelle** : C'est la mobilité professionnelle d'un individu par rapport à la profession de ses parents ou grands parents ;

-la mobilité sociale peut être horizontale, dans ce cas le changement de profession ou la promotion obtenue n'entraîne pas une modification véritable de la position sociale de l'individu.

Exemple : Un employé qui devient un cadre moyen dans une entreprise

-la mobilité sociale peut être également verticale, dans ce cas le changement de la profession ou dans la profession entraîne soit une ascension sociale ou un déclin social.

Exemple : Un ouvrier qui devient un patron ou un patron qui devient un ouvrier

b-Mesure de la mobilité intergénérationnelle

Cette mobilité se mesure à l'aide d'une table de mobilité dont le but est la description du changement intervenu dans le statut social de l'individu par rapport à celui de ses ascendants. La mobilité sociale est le plus souvent exprimée en catégorie socioprofessionnelle (CPS) ou profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) sur trois (3) générations (**mobilité sociale entre grand père et petit fils**).

Pour que l'analyse soit homogène, il est nécessaire de prendre en compte le statut social des individus et de leur ascendant au même âge.

b1-La lecture d'une table de mobilité

Considérons une population de 1000 individus répartis entre deux classes : **la classe supérieure et la classe populaire**.

On peut dresser une 1^{ère} table de mobilité sociale exprimée en effectif.

Classe des enfants Classe des pères	CS	CP	TOTAL
CS	250	150	400
CP	100	500	600
TOTAL	350	650	1000

A partir de cette 1^{ère} table on peut dresser deux types de tables de mobilité sociale.

-**Le tableau de destinée sociale** : Il permet de savoir ceux qui sont devenus les enfants issus d'une même classe sociale c'est-à-dire dont les pères appartiennent à la même classe sociale.

La destinée sociale se lit en ligne. On part de l'origine pour chercher le devenir. Ainsi sur un total de 400 enfants dont les pères appartiennent à la classe supérieure, 250 sont devenus membres de la classe supérieure et 150 sont devenus membres de la classe populaire.

Sur un total de 600 enfants dont les pères appartiennent à la classe populaire, 100 sont devenus membres de la classe supérieure et 500 sont devenus membres de la classe populaire. On peut également établir la table de destinée sociale en pourcentage.

Classe des enfants Classe des pères	CS %	CP %	TOTAL %
CS %	71,43	23,08	40
CP %	28,57	76,92	60
TOTAL %	100	100	100

$$\bullet \frac{250}{350} * 100 = 71,43 ; \frac{100}{300} * 100 = 28,57$$

$$\bullet \frac{150}{650} * 100 = 23,08 ; \frac{500}{600} * 100 = 76,92$$

Classe des enfants Classe des pères	CS %	CP %	TOTAL
CS	62,5	37,5	100
CP	16,67	83,33	100
TOTAL	35	65	100

$$\bullet \frac{250}{400} * 100 = 62,5 ; \frac{150}{400} * 100 = 37,5$$

$$\bullet \frac{100}{600} * 100 = 16,67 ; \frac{500}{600} * 100 = 83,33$$

$$\bullet \frac{350}{1000} * 100 = 35 ; \frac{650}{1000} * 100 = 65$$

-la table de recrutement social : Elle permet de savoir l'origine sociale des individus appartenant à telle ou telle classe. Il s'agit de savoir dans quelle classe sociale les individus appartenant à telle ou telle classe ont-ils été recruté.

Le recrutement social se lit en colonne. On part du devenir pour rechercher l'origine. Ainsi sur 350 enfants appartenant à la classe supérieure 250 sont issus de cette même classe et 100 proviennent de la classe populaire.

Sur 650 enfants appartenant à la classe populaire 150 proviennent de la classe supérieure et 500 sont issus de la classe populaire.

On peut également établir la table de recrutement en pourcentage.

Classe des enfants Classe des pères	CS %	CP %	TOTAL %
CS	71,48	23,08	40
CP	28,57	76,92	60
TOTAL	100	100	100

REMARQUE : Les tables de destinée et de recrutement social permettent de faire les constats suivants :

* La grande majorité des enfants occupent la même position sociale que leurs pères : **c'est le phénomène de l'immobilité ou rigidité sociale**. Ainsi sur les 400 enfants, tous les pères étaient membres de la classe supérieure ; 250 deviennent membres de cette classe soit **62,5%**.

* aussi la grande majorité des enfants sont issues des mêmes classes sociales auxquelles appartiennent leurs pères. **C'est le phénomène de l'auto recrutement**. Cela veut dire que chaque classe sociale recrute majoritairement en son sein. Ainsi sur 650 enfants appartenant à la classe populaire 500 sont issus de cette même classe soit 76,92.

b2-Calculs relatifs à l'immobilité et à la mobilité sociale

L'immobilité ou rigidité sociale est représentée par des individus occupant la même position sociale que leurs pères d'intersection des lignes et de colonnes de même nature ou les chiffres se trouvent sur la diagonale donne cette immobilité sociale. L'instrument d'analyse de l'immobilité sociale est le coefficient de l'immobilité sociale. Sa formule est :

CRS ou CIS= (Chiffres situés sur la diagonale/Effectif total)* 100

$$\text{CIS} = \frac{250 + 500}{100} * 100 = 75\%$$

Ainsi 750 individus sur 100 sont immobiles, ce qui représente 75% de la population.

La mobilité sociale est représentée par les individus dont le statut social est différent de celui de leurs pères.

L'intersection des lignes et des colonnes de nature différentes où les chiffres situés en hors de la diagonale donnent cette mobilité sociale.

L'instrument d'analyse de la mobilité sociale est le coefficient de mobilité sociale dont la formule

$$\text{est : CmS} = \frac{\text{Chiffres situés hors diagonale}}{\text{Effectif total}} * 100$$

$$\text{CmS} = \frac{100 + 150}{1000} * 100 = 25\%$$

Ainsi 250 individus sur 1000 sont mobiles, cela représente 25% de la population à l'extrême, l'immobilité parfaite serait de 100% et la mobilité nulle tandis qu'en inverse une mobilité parfaite de 100% donne une rigidité nulle.

c-Les facteurs de mobilité sociale

1-L'évolution des structures ou mobilité structurelle

La mobilité structurelle est une mobilité forcée due à l'évolution des structures économiques et des comportements démographiques au cours du processus de développement économique et social. Elle se manifeste par les disparitions ou la regression de certaines activités pendant que d'autres se développent.

Ainsi sous l'influence du progrès technique, on a une modification de la part des secteurs d'activités dans l'activité économique. Dans un 1^{er} temps l'agriculture perd du poids au profit de l'industrie.

Avec la création des grandes exploitations agricoles, la CSP des exploitants agricoles se trouve presque en déclin. L'essentiel des investissements dont les créations d'emplois se trouvent concentrés dans les deux autres secteurs d'activité. C'est pourquoi cette CSP ne représente que 3 à 4% de la population active dans les pays développés.

Dans un 2nd temps l'industrie perd à son tour du poids par rapport au tertiaire à cause du phénomène de la désindustrialisation se faisant.

L'essentiel des investissements et des créations d'emplois sont réalisés dans le tertiaire.

A cette évolution structurelle s'ajoute à l'évolution du comportement démographique pour expliquer la mobilité sociale.

Les PCS a forte fécondité comme les agriculteurs et les ouvriers connaissent ainsi une forte mobilité sociale car la destinée des enfants de ces milieux se trouve le plus souvent en dehors de ces PCS. Par contre les PCS a faible fécondité comme les employés et les cadres supérieurs ont une mobilité minimale et le renouvellement ou l'extension de ces PCS nécessite un recrutement extérieur. La mobilité des circulations est liée au désir ou à l'aspiration des individus d'accéder à un niveau de vie supérieur.

2-Le capital économique, social et culturel

Les groupes sociaux sont différents à cause de leur accès inégal à trois sources de richesse : **certaines sont plus ou moins dotée en capital économique, d'autres sont plus ou moins dotée en capital social pendant que certains groupes sociaux détiennent un capital culturel plus ou moins important.**

Le capital est composé du patrimoine et du revenu, l'importance de ce capital économique est variable selon les classes sociales.

Généralement, l'existence du capital économique est source d'immobilité sociale alors que son absence ou son influence favorise la mobilité sociale. Le capital social est un réseau de connaissance et de relation sociale qui est mis à la disposition des enfants et peut souvent constituer important un facteur de mobilité sociale

Le capital culturel comprend le niveau d'éducation des femmes, des atouts liés à l'école et à la lecture (**diplôme, savoir faire, langue**). Le capital culturel crée un environnement favorable dans lequel puisent les enfants et joue un rôle très important dans leur avenir. Chaque groupe social combine ces trois espèces de capital dans sa quête de bonheur.

Il arrive souvent que le capital des enfants reproduit celui des parents dans sa nature et dans sa composition.

3^{ème} PARTIE : LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

CHAPITRE I : HETEROGENEITE DU TIERS MONDE

1-Un problème de terminologie

Les économistes ont du mal à nommer les pays non industrialisés. **Alfred SAWRY** a fait allusion au tiers monde de la révolution Française ou un 3^{ème} monde se trouve entre les pays développés capitalistes et les pays socialistes.

On oppose également les pays du sud aux pays du nord parce que tous les pays du tiers monde se trouvent dans l'hémisphère sud alors que les pays développés capitalistes et les pays socialistes se trouvent dans l'hémisphère nord.

En raisonnant en termes de l'état économique on trouve dans le tiers monde des **pays sous développés, les pays en voie de développement et les pays développés.**

2-Une diversité de situation

Les pays du tiers monde forment un ensemble disparate :

-sur le plan géographique : Il y a des pays qui ont une ouverture sur la mer et d'autres sont des pays continentaux.

La dotation en ressource naturelle, les superficies, les reliefs, les climats et les populations sont très différents d'un pays à l'autre ;

-sur le plan historique : La majorité des pays du tiers monde a été colonisés mais les conséquences et l'héritage de cette colonisation diffèrent également d'une ancienne colonie à une autre ;

-une différence dans le niveau de développement : On peut distinguer dans le tiers monde les pays à faible revenu (**revenu inférieur à 480\$ US**), les pays à revenu intermédiaire (**revenu supérieur à 480\$ US et inférieur à 600\$ US**) et les pays à revenu élevé (**revenu supérieur à 600\$ US**) parmi lesquels se trouvent essentiellement les pays producteurs de pétrole.

La différence dans le niveau de développement peut être appréciée également à travers les indicateurs économiques et sociaux tels que **le taux de scolarisation, d'alphabétisation, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile, le taux de fécondité, le PIB et l'IDH.**

Dans les pays du tiers monde, un groupe de pays semble se particulariser par les médiocrités de ses performances économiques. Ce sont les pays les moins avancés encore appelés le « **quart monde** ».

Ils sont majoritairement localisés en Afrique au sud du Sahara. A l'opposé de ces pays il y a un autre groupe de pays qui se sont pratiquement hissés au niveau des pays développés ; ce sont les **nouveaux pays industrialisés** encore appelé **nouvelle puissance industrielle.**

Ils sont essentiellement localisés en Asie et en Amérique latine. Dans ces nouveaux pays industrialisés (**NPI**), l'épargne est importante, la démographie est stable et la part de l'industrie dans les PIB dépasse les **30%**. L'analphabetisme a considérablement reculé dans les 1^{ers} groupes c'est-à-dire les **pays les moins avancés (PMA)**, la pauvreté, la misère, l'analphabetisme, etc.

3-Les points communs

Les pays du tiers monde sont les pays où l'immense majorité des besoins humains restent encore insatisfaits. On peut constater que les économies restent encore essentiellement agricoles dans le tiers monde. Ces pays sont également caractérisés par la coexistence d'une **économie** traditionnelle et d'une économie moderne mais sans grande complémentarité. Les pays du tiers monde ont une économie **dualiste désordonnée ou désarticulée**. L'activité de ces économies n'étant pas complémentaire, elle se développe de façon parallèle et reste sans grande influence sur le niveau de vie de la grande majorité de la population.

CHAPITRE II : LES CARACTERISTIQUES DU SOUS DEVELOPPEMENT

I-L'ANALYSE LIBERALE

a-Le sous développement

-un phénomène naturel et culturel : Pour les libéraux le climat, la pauvreté du sous sol, le relief, la fréquence des catastrophes naturelles, les croyances religieuses, les us et coutumes, etc. sont les causes naturelles et culturelles du sous développement. Ces facteurs sont effectivement un handicap pour le développement économique.

Dans un pays ils demeurent insuffisants pour expliquer le sous développement qui reste un phénomène très complexe. En effet certains pays du tiers monde sont suffisamment dotés en ressources naturelles mais ne sont pas parvenus à se développer.

C'est le cas de la Guinée Conakry, la RDC, la Côte d'Ivoire, l'Angola, le Liberia, des pays arabes producteurs de pétrole, etc.

Par contre les pays pratiquement dépourvus en ressources naturelles comme le Japon et l'Israël ont réalisé des performances économiques indéniables. L'élément naturel ne peut donc pas être considéré comme la justification de l'état de sous développement dans lequel se trouve les pays du tiers monde.

Les mentalités, la culture, les traditions, la structure politique (**Etat non fiable, instabilité politique avec une administration lent, fatalisme, les castes, la place et le rôle de la femme**) peuvent être des contraintes pour le développement mais l'élément naturel et l'élément culturel ne suffisent jamais à expliquer à eux seuls le phénomène du sous développement.

L'analyse libérale, à travers le modèle de **Rostow**, fait également du sous développement un phénomène linéaire c'est-à-dire une question de temps car tous les pays selon **Rostow** doivent passer par 3 étapes successives pour atteindre le développement.

b-Le sous développement

-Un phénomène de retard : A en croire l'économiste cité ci-dessus (**Rostow**) tous les pays doivent être considérés comme étant en retard dans leur processus de développement. Selon l'optique de **Rostow**, tous les pays marchent incroyablement vers la consommation de masse qui est le stade ultime du processus de développement.

2-L'analyse en terme de domination

L'argument ici est que le niveau de développement atteint par certains pays maintient d'autres pays dans le sous développement.

a-L'analyse non Marxiste

D'après les marxistes, le sous développement n'est que le résultat d'une domination. En effet sans une volonté de domination, la différence dans le niveau de développement entre les pays bloque toute tentative de développement de certains pays du tiers monde.

Ainsi il sera de plus en plus difficile pour les pays du tiers monde de se développer car ils sont en concurrence directe avec les pays développés. Les conditions de cette concurrence n'étant pas les mêmes pour tous les pays du tiers monde ne disposant que d'une industrie naissante affrontée à l'industrie puissante et expérimentée des pays développés.

L'industrialisation étant un des facteurs clés du développement, dans ces conditions le tiers monde pourra difficilement s'industrialiser.

En effet son industrie n'étant pas compétitive, les produits industriels des pays développés envahissent le marché de ces pays du tiers monde et étouffent la jeune industrie du sud. Pour relever ce défi le tiers monde doit se doter d'un outil de production performant et d'un capital humain compétent.

Toute chose qui nécessite un investissement coûteux alors que l'épargne interne est presque inexistante dans la majorité des pays du tiers monde. C'est en voulant se doter d'un appareil de production moderne et d'une main d'œuvre qualifiée que le tiers monde sera obligé de recourir aux capitaux étrangers c'est-à-dire à l'endettement.

De nos jours le remboursement de cette dette est devenu un autre handicap pour le développement du tiers monde.

b-Lanalyse marxiste

Pour les marxistes le sous développement est le résultat de la colonisation qui perpétue l'exploitation et la domination de la « **périphérie** » par le « **centre** ».

Les pays du tiers monde sont majoritairement des anciennes colonies restent sous l'emprise de l'ancien colonisateur. Cette domination entrave sérieusement le développement des économies des pays du sud. Ainsi ces pays se voient imposer une nouvelle culture, de nouvelles normes de consommation, une spécialisation de formation et un pillage organisé de ses ressources.

L'essentiel des secteurs rentables se trouve entre les mains des investisseurs étrangers ; la domination à la fois technologique, commerciale et politique. Le commerce international est défavorable au tiers monde à cause de la dégradation des termes de l'échange. Cela veut dire que pour importer la même quantité de biens et services, les pays du tiers monde doivent exporter une quantité de plus en plus grande de biens.

L'évolution des termes de l'échange a été très fluctuante. Ils se sont appréciés seulement au cours des deux guerres mondiales et de 1973 à 1983. A part ces périodes de crises les termes de l'échange ne cessent de se dégrader.

On explique généralement cette dégradation par la distribution inégale des gains de productivité entre les pays développés et les pays du tiers monde, la mauvaise spécialisation, l'inflation de plus en plus forte dans les pays du sud à cause de la dévaluation fréquente des monnaies. Une autre explication crédible réside dans le fait que les prix des produits du tiers monde sont pour la plupart fixe sur le marché boursier des pays développés (**Paris, Londres, New York**). Les producteurs du tiers monde n'ayant aucune emprise sur les prix de leurs productions.

CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

I-LA PLACE DE L'AGRICULTURE

Le développement du tiers monde passe nécessairement par une agriculture performante capable d'assurer l'autosuffisance alimentaire (**grâce au gain de productivité**) et la promotion des industries agro-alimentaires. Par la libération d'une partie de la main d'œuvre agricole pour les activités non agricoles et la fourniture de matières premières pour les industries agro-alimentaires.

Une telle agriculture permettra l'amélioration des revenus de l'agriculture, du monde paysan qui constituera ainsi un marché solvable pour l'écoulement de la production industrielle.

1-La reforme agraire

L'obtention d'une agriculture performante dans le tiers monde nécessite la mise en œuvre dans la plupart de ces pays d'une véritable reforme agraire. Celles-ci répondent à plusieurs objectifs :

-assurer une plus grande justice sociale : Il s'agit de faire une redistribution des terres pour permettre aux pauvres paysans sans terre d'accéder à la propriété foncière. Cela permettra à ces paysans de satisfaire leur besoin alimentaire et limitera considérablement le phénomène de l'exode rural ;

-obtenir une meilleure productivité : Il a été constaté que les grandes exploitations agricoles sont le plus souvent mal exploitées (**pratique d'une agriculture et d'un élevage extensifs, propriétaire absentéiste, non recours aux engrais, etc.**)

A l'opposé, les trop petites exploitations ne permettent pas la mécanisation. La situation agraire des pays n'étant pas la même, pour réussir une reforme agraire, il convient de faire une étude au cas par cas. A chaque situation agraire, une reforme agraire appropriée. Certains pays ont déjà accompli leur reforme agraire : **la Corée du sud, Taïwan, Bolivie et l'Egypte etc.**

Une reforme agraire peut présenter plusieurs formes : **collectivisation, privatisation, réglementation des fermages, morcellement des grandes propriétés, regroupement des petites exploitations, création des coopératives agricoles, etc.**

Les réformes agraires peuvent être contrariées par un certain nombre d'obstacle :
l'augmentation de l'autoconsommation, le rachat des terres par les anciens propriétaires, les difficultés de mise en valeur liées aux problèmes de financement, etc.

En 1985 au Brésil, **1%** des propriétaires possédait **45%** de la superficie agricole utile et 11 millions de paysans étaient sans terrain. En Indonésie et au Bolivie **85%** des ménages ruraux étaient sans terre.

2-La révolution verte

Dans les années 1960 au Mexique et en Inde, les variétés de riz et de blé pouvant tripler les rendements ont été introduites dans l'agriculture : ce sont **les variétés à haut rendement (VHR)**. Leur introduction a révolutionné l'agriculture et a été qualifiée de révolution verte. C'est cette révolution verte qui a permis à l'Inde et à d'autres pays asiatiques d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de réaliser un excédent agricole exportable.

Le recours au **VHR** implique nécessairement l'utilisation massive d'engrais, de pesticides et autres produits chimiques dans l'agriculture. Il demande également une mécanisation poussée et les travaux d'irrigation important. Le coût des **VHR** peut être 20 fois plus élevé que celui des variétés traditionnelles. L'importance des investissements à réaliser peut créer et entretenir des inégalités sociales.

Seule les grands propriétaires sont capables de faire face à de tel investissement et d'acquérir les nouvelles variétés.

3-Le choix entre les cultures vivrières et les cultures d'exportation

Les paysans du tiers monde se trouvent souvent face à un dilemme : **faut-il favoriser les cultures vivrières ou les cultures d'exportation ?**

Favoriser les cultures vivrières permet l'autosuffisance alimentaire et la préservation des habitudes alimentaires. Un tel choix fait que l'agriculture cesse d'être pourvoyeuse de devises et pour l'économie en vue du financement de l'industrialisation.

Favoriser les cultures d'exportation permet de se procurer les devises pour financer l'industrie. Un tel choix peut également provoquer la famine et augmenter la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. Il s'agira d'un choix risqué à cause de l'instabilité des prix qui se dégradent le plus souvent alors que les intrants deviennent de plus en plus chers et la production vivrière demeure insuffisant d'où l'obligation d'importer les produits céréaliers.

III-LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION

1-Les différentes stratégies d'industrialisation

Deux grands axes se dessinent à ce niveau ; d'une part le développement autocentré ou intraverti et d'autre part le développement extraverti ou tourné vers l'extérieur. Dans le développement

autocentré, le pays refuse son insertion dans la division internationale du travail (**DIT**) mais se heurte à l'exiguïté du marché intérieur.

Le choix d'une industrialisation extraverti permet au pays de s'insérer dans la **DIT** pour promouvoir son développement au risque d'accroître sa dépendance.

2-Les caractéristiques des stratégies d'industrialisation : Voir tableau

3-Les difficultés de l'industrialisation dans le tiers monde

L'industrialisation du tiers monde est confrontée à un certain nombre d'obstacle :

-la boucle Fordiste n'existe pas : La production de masse n'est associée à une consommation de masse dans le tiers monde à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ce qui rend le marché intérieur étroit ;

-le gaspillage est important : Les projets sont le souvent choisis par prestige et non par nécessité. Cela conduit à la réalisation des grands projets très courts et peu rentables au détriment des petits, moyens et micro- projets plus utiles.

La classe dirigeante oriente les producteurs dans les directions non appropriées et s'accaparent d'une part importante de la richesse nationale qu'elle met à l'abri dans les paradis fiscaux ;

-le budget de l'Etat fait la part belle aux dépenses militaires ;

-la bureaucratie et la corruption décourage les investisseurs nationaux et étrangers.

CHAPITRE IV : L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE

I-OUT COMMENTAIRE

De **200 million \$US** en **1973**, la dette du tiers monde a atteint **1489 milliards \$US** en **1996**. Les services de la dette en 1996 étaient de **14,9%** des recettes d'exportation et le poids de la dette représentait **42,3%** du **PIB**.

C'est en Août 1988 que le phénomène a dégénéré pour devenir une véritable crise de l'endettement. En effet pour la 1^{ère} fois le Mexique qui est un pays lourdement endetté s'est trouvé dans l'impossibilité de rembourser sa dette. D'autres pays vont connaître la même situation après.

1-Les origines et l'évolution de la crise de l'endettement

Pour promouvoir leur croissance économique, les pays du tiers monde étaient confrontés à l'insuffisance de leur épargne nationale pour couvrir leur besoin de financement qui était énorme. Ces pays étaient donc obligés de recourir aux capitaux étrangers.

Il faut également ajouter les dépenses somptueuses de certains dirigeants, la fuite des capitaux à l'étranger et les chocs pétroliers qui sont venus amplifier le phénomène à leur tour.

a-Les situations au début des années 1970

Au début des années **1970-1973** la dette du tiers monde s'élevait à **100 milliards \$ US**. Ce niveau d'endettement était raisonnable et nullement inquiétant. Les recours aux banques étaient limités (**30 milliards \$ US**). Les crédits étaient généralement assortis des taux d'intérêts faibles et d'échéances lointaines.

b-La situation de 1973 à 1988

Le 1^{er} choc pétrolier intervenu en 1973 a considérablement détérioré la situation économique des pays du tiers monde notamment ceux qui ne sont pas producteurs de pétrole. Ce choc a eu pour conséquence la détérioration des déficits extérieurs et l'amenuisement des financements publics des pays développés.

Ainsi de plus en plus de pays du tiers monde doivent se tourner vers le système international pour subvenir à leurs besoins de financement. Au cours de cette période les pays les plus endettés, ceux de l'Amérique latine ont voulu continuer à assurer une croissance économique aussi soutenue que par le passé.

Cela a eu pour conséquence une détérioration considérable de leur situation à cause des importations massives et du fléchissement des exportations. La période **1973-1988** reste caractérisée aussi par l'élévation des taux d'intérêt et le raccourcissement des échéances.

c-La situation à partir de 1988

Le climat d'optimisme qui prévalait en **1970** avait conduit les banques à distribuer largement le crédit au tiers monde sans tenir compte de leur solvabilité, de leur capacité de remboursement. C'est dans ce contexte qu'intervient le 2^{ème} choc pétrolier en **1979** plongeant les pays développés dans la stagflation et augmentant considérablement le service de la dette des pays du tiers monde à cause de la hausse vertigineuse des taux d'intérêt qui ont atteint **20%**. En **1982**, la profonde détérioration de la situation économique des pays du tiers monde va aussi déclencher la crise de l'endettement.

2-Les menaces qui pèsent sur le système de financement international et la recherche de solution

Depuis **1930** le monde n'avait pas connu de crise financière grave. La menace est de nouveau apparue en **1982** avec la crise de l'endettement. Pour éviter le crash attendu, le fond monétaire international est intervenu pour faire pression à la fois sur les banques et sur les pays du tiers monde.

Au 1^{er} choc pétrolier, le FMI a demandé d'accepter le paiement des intérêts dû et repousser plus tard le remboursement de la dette proprement dite. Au 2^{ème} choc pétrolier, le FMI a demandé la mise en œuvre des mesures d'ajustements structurels et extérieurs.

Pour résoudre le problème de la dette depuis **août 1980**, des plans de rééchelonnement se sont succédés. C'est ainsi qu'en 1985 il y a eu le plan **Backer** qui a mis l'accent sur la nécessité d'une croissance économique dans les pays du tiers monde pour relancer leur solvabilité c'est-à-dire restaurer leur capacité de remboursement.

En **mars 1989** ce fut le plan de **Brady** qui pose le problème de la réduction des dettes commerciales du tiers monde.

3-L'aide

Mise en place par les pays développés, l'aide a pour but de remédier aux difficultés de financement des pays du tiers monde. Elle se présente sous plusieurs formes.

a-L'aide publique au développement (APD)

Elle désigne les prêts du secteur public qui sont généralement assortis de conditions plus favorables que celle du marché financier international. Elle avait été fixée à un taux de **1%** du **PNB** des pays développés. Mais dans la réalité elle tourne autour de **0,35%** de ce **PNB**.

b-L'aide privée

Elle regroupe les dons des organisations non gouvernementales, des crédits à l'exportation, des investissements de portefeuille, des investissements directs étrangers.

c-L'union européenne et les ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique)

L'aide peut être bilatérale ou multilatérale. Elle peut être liée ou non liée. L'Union Européenne fournit une aide spéciale aux pays **ACP** dans le cadre des conventions de Lomé devenu aujourd'hui conventions de Cotonou.

Cette aide se présente sous la forme d'une coopération financière et technique, d'une aide à la stabilité des recettes et d'une facilité de financement à la production.

4^{ème} PARTIE : LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

CHAPITRE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL

I-LES CARACTERISTIQUES DE L'ECHANGE INTERNATIONAL

1-L'évolution du commerce extérieur

De 1800 à nos jours, le commerce mondial (**M-X**) a été multiplié par plus de 300. Seules dans les années de 1930 à 1941 on a enregistré un recul dans les échanges internationaux. Plus récemment c'est-à-dire de 1970 à 1988, le commerce mondial a été multiplié par 10 (**décuplé**).

Les deux chocs pétroliers (**1973-1979**) ont été marqués par une diminution du volume des échanges internationaux.

Pendant toute la période, la croissance des exportations a été plus forte que celle de la production. Cependant dans les années **1970**, on a assisté à un certain ralentissement dans les échanges internationaux. D'une manière générale c'est à partir des années **1960** que la plupart des pays se sont ouverts à l'échange international.

L'ouverture d'un pays sur l'extérieur est appréciée à partir du taux d'ouverture dont la formule est : $T.O = \frac{X}{PIB} * 100$

Certains pays Européens consacrent près de **25%** de leur production à l'exportation. Le Japon et les USA sont relativement fermés et ne consacrent que **10%** de leur production à l'extérieur.

2-La structure et le géographie des échanges internationaux

L'échange international porte sur trois produits :

Les produits primaires (agricoles et miniers), les produits manufacturés et les services.

De plus en plus la part des produits primaires baisse dans le commerce international alors que celle des produits manufacturés et des services augmentent. C'est ainsi qu'en **1963** la part des produits primaires dans les échanges internationaux était de **45%** et seulement **24%** en **1997**.

En **1963**, la part des produits manufacturés était de **52%** de l'échange international et de **73%** en **1997**.

Le commerce mondial est essentiellement concentré dans les mains d'une minorité de pays. Ainsi les USA, le Japon et l'Allemagne assurent à eux seuls le 1/3 du commerce mondial. Ils sont suivis par la France, la Grande Bretagne, l'Italie, les Pays bas et le Canada.

En faisant un classement des pays en fonction de leur participation dans le commerce mondial, on constate que les 10 premiers pays réalisent **59,7%** des exportations mondiales et **58%** des importations.

Tous ces 10 premiers pays appartiennent aux pays développés. Depuis les années 1970, un groupe de pays en développement réalise une percée remarquable sur la scène du commerce mondial : **ce sont les nouvelles puissances industrielles d'Asie et d'Amérique latine (la Chine, Hong Kong, Taïwan, Singapour, Corée du sud, Brésil et Mexique).**

Dans les années **1980** on assiste à l'apparition, sur la scène du commerce mondial, d'un autre groupe de **pays en développement** exportant comme les pays développés et les nouvelles puissances industrielles des produits manufacturés. Ces pays résident essentiellement en Asie et sont : **Thaïlande, Indonésie, Malaisie.**

En 1997, la part des grandes régions dans le commerce mondial était la suivante : l'Amérique du nord 15%, l'Amérique latine 4%, l'Europe occidentale 45% dont l'Union Européenne 31,8% et l'Europe centrale et orientale 3%, l'Asie 26% dont le Japon, les Nouvelles puissances industrielles 12,3% et la Chine 2,4%, l'Afrique 3% et le Moyen orient 3,5%.

II-LES THEORIES DE L'ECHANGE INTERNATIONAL OU FONDEMENT DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

1-La théorie des avantages absolues d'Adam Smith

Adam Smith pense que le pays doit se spécialiser dans la production des biens où il est le plus performant et importer les autres biens pour lesquels il ne détient pas un avantage absolu.

Pour lui chaque pays doit avoir un avantage dans la production d'au moins un bien. Les ou le biens pour lesquels il détient cet avantage absolu constituent son domaine de spécialisation. En échangeant les surplus, chaque pays pourra ainsi participer à l'échange international et satisfaire au mieux et à moindre coût les besoins de sa population.

Ainsi tous les pays trouveront leurs comptes en participant à l'échange international. **Adam Smith** pense ainsi avoir démontré la nécessité et l'utilité pour chaque pays d'échanger avec les autres.

Cependant il se trouve que dans la réalité certains pays ne détiennent aucun avantage absolu dans la production d'aucun bien. Cela implique pour eux, si on souscrit à cette théorie des avantages absolus d'**Adam Smith**, c'est renoncé à toute production et se contenter que de l'importation. Une telle situation est difficilement acceptable pour un pays.

2-La théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

Production	Pays A (Royaume uni)	Pays B (Portugal)
Pièces de drap	100h	90h
Vin	120h	80h
Total	220h	170h

Selon la théorie des avantages comparatifs, tous les pays doivent pouvoir participer à l'échange international. Selon l'exemple ci-dessus le pays B a un avantage absolu dans les deux productions. Cela ne veut pas dire que le pays A doit se spécialiser dans la production des biens où il est relativement plus performant.

Ainsi pour les pièces de drap, la productivité de A est de 90% celle de B : $B = \frac{90}{100} * 100 = 90$;

Pour le vin, la productivité de A n'est que de 67% celle de B : $B = \frac{80}{120} * 100 = 67\%$

Comme on le voit le pays A est donc relativement plus performant dans la production de drap au niveau de l'ensemble (Pays A + Pays B).

Si chacun des pays se consacrent à la production des deux biens nous aurons au total seulement 2 unités de drap et k unités de vin. Au lieu de cela si chaque pays se spécialise on obtient un gain de productivité.

-A se spécialise dans la production de drap : Il y a **220h** disponibles, une unité étant obtenue avec **100h** dans le pays **A**, les **220h** permettront d'obtenir **2,2 unités de drap** au lieu de 2 unités si chaque pays devait produire son drap ;

-B se spécialise dans la production de vin : **170h** sont disponibles pour ce travail. L'unité de vin étant obtenue avec **80h** dans **B**, **170h** permettront de produire **2,125 unités de vin** au lieu de 2 unités si chacun devait produire son vin.

Comme on le voit la spécialisation de chaque pays selon la théorie des avantages comparatifs permet une plus grande production au niveau des biens tout en garantissant la participation de tous à l'échange international.

Cette théorie de **David Ricardo** constitue l'un des fondements les plus crédibles des échanges internationaux.

3-Le théorème d'HOS (Hecksler-Ohlin-Samuelson)

L'apport néo classique est donné par ce théorème **HOS (Hecksler-Ohlin-Samuelson)**

Le principe selon lequel chaque pays doit s'ouvrir à l'échange international et se spécialiser dans les activités productrices qui utilisent largement les facteurs de production abondants et peu chers et qui économise les facteurs de production rares et chers.

En d'autres termes chaque pays doit se spécialiser dans la fabrication des biens incorporant le facteur de production le plus abondant et importer les produits dont la fabrication nécessite l'utilisation des facteurs de production rares dans le pays.

Ces différentes théories constituent les arguments de l'utilité et de la nécessité du libre échange. C'est sur elle que se fonde la division internationale du travail. La différence de niveau de développement a conduit dans un 1^{er} temps à une division des pays participant à l'échange international en 2 groupes : **les pays développés** et **les pays en développement**.

Les premiers sont exclusivement exportateurs de produits manufacturés et importateurs de matières premières alors que les seconds sont exclusivement exportateurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés.

Cette 1^{ère} spécialisation des pays dans la participation à l'échange international a été qualifiée de **division internationale du travail**. Depuis **1970**, on parle de la nouvelle **division internationale du travail** qui est caractérisée par le fait qu'un groupe des pays en développement est devenu à son tour comme les pays développés exportateurs de produits manufacturés.

III-LA MISE EN CAUSE DE L'ECHANGE INTERNATIONAL

a-L'échange inégal

La théorie de l'échange inégal fut développée par les économistes comme **Samir Amine** et **Argheri Emmanuel**, pour ceux-ci les pays développés du centre exploitent au delà de la périphérie autrement dit les pays développés exploitent les pays en développement.

Le salaire faible, les spécialisations peu avantageuse dans les pays en développement et les pays développés se procurent plus d'emplois qu'ils en offrent en échangeant les marchandises.

b-L'impérialisme

La théorie de l'impérialisme a été développée par **Rosa Luxemburg** et **Lénine**. D'après ceux-ci, les profits diminuant dans les pays développés se traduisent par l'exportation des pays en développement dans lesquels les perspectives de profits sont encore meilleures, pour les capitalistes.

c-Les effets de la domination

Selon l'économiste français **François PEROUX**, l'échange international résulte d'un rapport de force et de pouvoir. Il y a des pays qui détiennent des monopoles sur certaines technologies. Les autres pays ne peuvent accéder à ces technologies qu'avec l'accord et l'aide des premiers.

Cela fait que les spécialisations se font au détriment du tiers monde qui n'a pas le savoir faire nécessaire et la technologie pour valoriser ses productions composées essentiellement de produits primaires et minières.

L'accès des pays en voie de développement au marché international est ainsi fermé par les pays développés qui exercent à la fois une domination économique, technologique et politique.

IV-LE PROTECTIONNISME

C'est un ensemble de mesures visant à protéger la production d'un pays contre la concurrence étrangère. Il s'agit alors d'empêcher la pénétration des produits étrangers pour soutenir les nouvelles activités et les activités en difficulté ou encourager les activités en cours de restructurations.

Frédéric List préconise le recours au protectionnisme sous certaines conditions : **la protection doit être sélective et temporaire**. Elle doit permettre de former la main d'œuvre, maîtriser les techniques et favoriser la concentration des entreprises. C'est ce qu'on appelle « **le protectionnisme éducateur** ».

Il existe plusieurs formes de protectionnisme :

-le protectionnisme tarifaire : Il frappe les produits importés de droits de douanes « **ad valorem** » (en pourcentage de leur valeur ou spécifique d'un montant fixe s'ajoutant au prix du produit importé). Les droits de douanes sont payés en dernier lieu par le consommateur ;

-le protectionnisme non tarifaire : Il mesure le contingentement c'est-à-dire une limitation quantitative des importations, une d'interdiction totale des importations (**prohibition**) formalités d'importation dissuasives ;

-le protectionnisme gris ou administratif : Il s'agit de recourir à la législation sur les normes de consommation, les normes sanitaires et environnementales pour protéger les consommateurs et écarter les producteurs des échanges. L'application du protectionnisme comporte des risques.

Il engendre souvent des mesures de rétorsion. La qualité des produits fabriqués peut être médiocre et chère.

Le marché national étant étroit, il ne permet pas la réalisation des économies d'échelle, la rupture avec les technologies étrangères peut rendre l'appareil productif obsolète.

CHAPITRE II : LES FACTEURS DE LA MONDIALISATION

1-Définition : La mondialisation est un mouvement complexe de l'ouverture des frontières économiques et la déréglementation qui permet aux activités économiques capitalistes d'étendre leur champ d'action sur l'ensemble de la planète.

La multiplication des Etats indépendants et ouverts sur l'extérieur mais surtout le progrès des transports et de la télécommunication ont rendu ce mouvement possible et inéluctable à cause de la suppression des distances. Le processus est surtout alimenté par le phénomène de multinationalisation des firmes.

2-Le rôle des firmes multinationales

a-Définition : Une firme multinationale est une entreprise qui implante une ou plusieurs filiales dans plusieurs pays avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle nationale. L'importance des firmes multinationales est mesurée à travers les investissements directs étrangers (IDE).

Elle se présente généralement sous trois formes :

-les multinationalisations primaires ont comme domaine d'activité l'exploitation des ressources naturelles ;

-**les multinationales à stratégie productive** recherche à bénéficier des avantages de la division internationale du travail c'est-à-dire tirer profit des bas salaires et des perspectives importantes de gains de productivité que l'on trouve dans certains pays en développement ;

-**les multinationales à stratégie commerciale** sont à la recherche des marchés importants.

b-Les facteurs de la multinationalisation

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la multinationalisation des firmes :

-**les contraintes d'approvisionnement** : En règle générale les entreprises cherchent à résoudre ce problème en s'installant sur place pour exploiter à moindre coût les ressources naturelles ;

-**Les contraintes réglementaires** : L'installation dans un pays d'accueil permet aux firmes multinationales d'éviter les barrières douanières, les contingentements, les prohibitions, etc.

Les entreprises multinationales profitent également sur place des paradis fiscaux c'est-à-dire les réglementations fiscales moins contraignantes en vigueur dans certains de ces pays ;

-**la réalisation des économies d'échelle** : En se multinationalisant, une entreprise augmente ses parts de marché. Elle a donc la possibilité d'augmenter l'échelle de sa production c'est-à-dire réaliser une production de masse. Cela conduit à la réduction du coût moyen d'où la réalisation d'économie d'échelle, augmentant ainsi sa compétitivité. Ainsi en s'installant en **Chine, the coca cola** a raflé un marché de plus d'**1 milliards 300 millions d'habitants**.

-**la réduction des risques** : La diversification géographique permet aux entreprises de minimiser le risque en ne mettant pas tous leurs œufs dans un panier ;

-**la réduction des coûts de production** : L'installation sur place permet aux entreprises de réduire voire même de supprimer certains coûts liés notamment aux transports et profiter également des bas salaires du pays d'accueil.

c-Les conséquences de la multinationalisation : Pour le pays d'accueil :

Avantages	Inconvénients
-Création d'emploi ou réduction du chômage -Distribution des salaires -Rentrées fiscales -Création d'infrastructures -Apport de capitaux étrangers -Réduction possible des importations -Meilleur approvisionnement du pays -Apport de technologies et de techniciens étrangers -Formation de la main d'œuvre -Relance de croissance économique	-Pillages des ressources naturelles -Concurrence de la production locale -Rapatriement du bénéfice -Emplois peu qualifiés et peu rémunérateurs -Nuisances environnementales -Acculturation se traduisant par l'adoption de nouvelles de consommation -Abus de pouvoir -Dépendance à l'égard des capitaux étrangers -Délaissement de certaines productions notamment vivrières ce qui nécessite leur importation massive par le commerce

-pour le commerce mondial : Une grande partie du commerce mondial échappe à la loi du marché. En effet le commerce intra firme représente $\frac{1}{3}$ du commerce mondial ; mais il fonctionne selon une logique propre aux firmes multinationales. Au niveau des transferts ou de rapatriement des bénéfices, certains coûts sont majorés ou minorés pour échapper aux taux d'imposition élevés et aux droits de douanes pour ce qui concerne les transferts de biens.

Les transferts de fonds se font plus discrètement que les rapatriements des dividendes. Les chiffres du commerce mondial dépendent ainsi de la stratégie des firmes multinationales.

3-Les accords organismes internationaux

Plusieurs l'institution se sont donnés pour objectif de faciliter les échanges soit au niveau mondial soit au niveau régional ou sous régionale :

a-Les accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) ou AGETAC (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce : Le GATT est un traité signé pour la 1^{ère} fois en **1947 entre 23 pays** et depuis alors se succèdent plusieurs négociation commerciales multinationales (NCM).

En 1994 le GATT comportait 124 pays sans la Chine. En l'an 2000 l'organisation comptait 140 membres et la Chine n'a intégré qu'en 2001. L'**OMC (Organisation Mondiale du Commerce)** a remplacé le GATT le 1^{er} Janvier 1995 en reprenant les objectifs de ce dernier et en s'étendant aux nouveaux secteurs (**textiles, agriculture, propriété intellectuelle et services**).

L'OMC fournit un cadre légal pour l'application des accords conclus à travers un organe de règlement des différends qui juge après enquête et rend une décision irrévocable.

En 1997 l'organe des règlements des différends a reçu 40 plaintes.

L'objectif du GATT est de développer le commerce mondial et le libre échange.

Les principes du GATT sont :

-la non discrimination entre les produits mondiaux et étrangers encore appelés clause de la nation la plus favorisée (**tout pays doit pouvoir bénéficier du meilleur traitement accordé**) ;

-l'élimination des restrictions quantitatives : Interdiction des contingentements, les obstacles non tarifaires ;

-l'interdiction du dumping et des subventions à l'exportation, ses principes sont dans les faits souvent assouplis, les objectifs du GATT étant avant tout l'affrontement commercial (**possibilité de quotas en cas de déficit grave de la balance, préférence tarifaire accordée aux pays développés, création de la zone de libre échange**).

***Les différents cycles de Négociation Commerciale Multinationale (NCM)**

-**Le Dillon round (61 ; 62)** réduction de **20%** du TEC (**Tarif Extérieur Commun**), diminution des droits de douane ;

-**le Kennedy round (64 ; 67)** baisse de 35% les droits de douane ;

-**le Tokyo round (73 ; 79)** s'attaque aux obstacles non tarifaires ;

-**l'Uruguay round (86 ; 93)** porte sur les produits agricoles. La CEE s'oppose aux USA, les propriétés intellectuelles (**logiciels**), les échanges des services (**assurance, banque, tourisme**).

Ces négociations enfin de compte ont abouti sur la réduction des droits de douane de **45% à 5%**.

b-La création de zone d'échange privilégiée

On distingue plusieurs étapes dans l'intégration économique : **les zones de libre échange** (baisse des droits de douane) :

-**l'union douanière (plus de tarif extérieur commun) ;**

-**le marché commun (plu de libre circulation des capitaux et des personnes) ;**

-**l'union économique (plus d'harmonisation des politiques économiques) ;**

-**l'intégration économique (plus d'autorité supranationale).**

***CEE : Communauté Economique Européenne en 1957**

***AELE : Association Européenne de Libre Echange en 1960**

***Pacte andin ou accord de Carthagène en Amérique du sud en 1969**

***MERCOSUR : Marché Commun du Sud en 1991**

***ALENA : Accord de Libre Echange Nord Américain en 1992 (USA, Canada, Mexique)**

***ASEAN : Association of South East Asia Nations en 1975 (Indonésie, Malaisie, Philippine, Singapour, Thailand).**